

# Bulletin du G.S.I

(Groupe Socialiste Internationaliste)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs  
IV° Internationale N°58 - JANVIER 2006 - 2 EUR



# L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV° Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

## Répression syndicale



## Précarisation de la jeunesse

## Sommaire du n° 58

- ✓ Edito. « Exception française » ? p.2
- ✓ L'obstacle qu'il nous faut franchir. p.3
- ✓ Emeutes de la jeunesse. p.5
- ✓ Où va LO ? p.7
- ✓ Courrier International n°117 - Brésil : Premier congrès de CONLUTAS p.9
- ✓ La laïcité menacée p.13
- ✓ La liquidation de l'enseignement public... p.15
- ✓ Tribune libre : FSEUL p.17
- ✓ Palestine : L'Autorité chancèle... p.19

## L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O  
BP 66  
94311 ORLY CEDEX FRANCE  
(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique  
(E-Mail) :  
**apido.gsi@wanadoo.fr**

Site Web (nouvelle adresse) :  
**<http://www.gsi-litqi.org/>**

Clôture rédactionnelle le  
17 janvier 2006  
Directeur de la publication :  
J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Edito.

# « Exception française » ?

Il est de bon ton dans la presse bourgeoise de gloser à n'en plus finir sur une sorte d'OVNI, « le modèle social français ». Cette expression désigne implicitement la somme des acquis que la bourgeoisie de ce pays a dû se résoudre à concéder à la classe ouvrière, essentiellement en 1936, 1945 et 1953. Elle a dû les concéder par peur de tout perdre face aux montés révolutionnaires de la période. Par ce geste, elle a scellé une sorte de coexistence pacifique avec l'appareil stalinien du PCF alors tout puissant qui déclare en 1945 que « la grève est l'arme des trusts » (Maurice Thorez, secrétaire général du PCF à ce moment).

Tenaillée depuis par la nécessité d'accroître son taux de profit, nécessité inhérente au système capitaliste, la bourgeoisie considère que, la période de « reconstruction » s'étant achevée dans les années 1960, le « modèle social français » n'a plus cours. Elle le considère d'ailleurs depuis fort longtemps, plus de 40 ans, et travaille avec constance à sa destruction. Aujourd'hui elle pense que le moment est venu de lui porter le coup de grâce. Elle met à profit toutes les failles que lui laissent fort complaisamment les bureaucraties syndicales, à commencer par celle de la CGT, symbolisée de nos jours par le très compréhensif B. Thibault, son secrétaire général.

Une sorte de bal masqué est organisé par le gouvernement, le MEDEF et les directions syndicales qui négocient ensemble des contre-réformes pour mettre en place un « nouveau modèle social français » débarrassé des ces « acquis mortifères »<sup>1)</sup> qui « handicapent la compétitivité des entreprises ». Le masque est pour les spectateurs, sur la piste chacun sait qui est qui.

Ainsi, ce 17 janvier, en réponse à la prestation D. de Villepin, la direction de la CGT joue les vierges outragées : « *La Cgt a exprimé ce matin son mécontentement à l'égard de la méthode gouvernementale. Alors que se tient une concertation sur la mise au point d'un Plan pour favoriser l'emploi des seniors, le Premier Ministre annonce unilatéralement les mesures qu'il retient. Cela est inacceptable.* (...) (Communiqué de la CGT du 17/01/2006) ».

Car le 16 janvier, le Premier ministre a annoncé des mesures de précarisation des « seniors », les chômeurs de 57 ans et plus, avec, entre autres, un CDD de 18 mois, renouvelable une fois ; mesures effectivement « inacceptables », comme le sont les mesures

concernant les jeunes (les « juniors » ?). Pour ces derniers, un nouveau contrat est créé, après le CNE, le CPE ou contrat premier emploi, avec 3 ans d'exonération de cotisations sociales pour les patrons et liberté de licenciement ! C'est aussi la pérennisation des stages comme moyen de ne pas embaucher, etc. Tout cela est inacceptable, oui.

Toujours le 16, une publicité inhabituelle est donnée à deux arrêts de la Cour de Cassation qui aboutissent à rendre légal le licenciement préventif pour « maintenir la compétitivité des entreprises » et interdit au juge de « contrôler le choix effectué par l'employeur entre les solutions possibles ». Le MEDEF exulte. En quelques « ordonnances Villepin » et deux arrêts de jurisprudence, le Code du travail est vidé d'une grande partie de sa substance et pourrait rapidement devenir une coquille vide.

Mais, revenons au communiqué de la CGT, car autre chose est inacceptable, c'est le « ton » utilisé dans ce communiqué qui rappelle étrangement celui de la lettre du 10 octobre 2005 de B. Thibault à D. de Villepin à propos de la SNCM<sup>2)</sup> : « Comment Dominique, vous osez ! ? ». Et comment qu'il ose ! Et pourquoi n'oserait-il pas quand il sait que les dirigeants du PS et PCF on décidé de tout faire pour que l'on règle cela en 2007, par les urnes, entre gentilshommes, sans le déferlement des masses dans la grève et dans les manifestations, sans affrontements avec les CRS.

Encore une « exception française » que ces grèves ! Comme le résultat du référendum du 29 mai ! Une « exception française » alors que toute l'Europe s'est faite aux recettes de l'ultralibéralisme, c'est en tout cas ce que matraque la presse bourgeoise jour après jour, comme pour... se convaincre elle-même ?

Pourtant, les dockers de dix pays de l'Union Européenne apportent une autre réponse en manifestant massivement, et violemment, ce 16 janvier devant le parlement européen de Strasbourg contre la directive qui prévoit d'étendre les nuisances des pavillons de complaisances aux ports et docks.

Pourquoi manifestent-ils, se demande le présentateur du journal télévisé de 20 heures, alors que la directive « n'a aucune chance d'être adoptée par le parlement européen » (sic !) ? Parce que la directive en question a déjà été rejetée et qu'elle est à

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

nouveau présentée répond un des manifestant ! Comme la directive Bolkestein ? Comme bien d'autres directives...

C'est la classe ouvrière de toute l'Europe qui pourrait contester les orientations contenues dans la Constitution européenne, dans le traité de Maastricht et dans les autres traités et directives de l'UE, car la course à la misère par leur mise en concurren-

rence à l'échelle de l'UE, aucun travailleur n'en veut. Cela dans les pays qui ont voté « NON » comme dans ceux qui ont voté « OUI » (généralement par un vote parlementaire) et comme dans les autres où, prudemment, on évite d'organiser un référendum tant l'issue est connue.

- 1) L'expression est de la CFDT à l'époque de N. Notat.
- 2) Voir l'Internationaliste n°57

## L'obstacle qu'il nous faut franchir

Lors de la cérémonie des voeux aux organisations patronales et syndicales, « les forces vives de la nation », M. Jacques Chirac, président de la république, a annoncé bruyamment son intention d'asseoir, désormais, le financement de la protection sociale sur la valeur ajoutée créée par les entreprises. Car selon lui, la modalité de financement actuelle, basée sur les salaires, « pénalise l'emploi ». Ces « recettes » qu'on voit se multiplier, sont révélatrices d'une certaine connivence qui n'est pas sans rappeler le ralliement des caciques des Trade Unions à la contre-révolution thatchérienne, sur le dos des mineurs britanniques. Nous assistons, ici, à une nouvelle tentative d'intégrer les syndicats à l'Etat.

En ces temps où la « modernisation » bat son plein, les repères s'estompent. Comme dirait V. Pécresse, députée des Yvelines et porte-parole de l'UMP, « être moderne, c'est faire des réformes impopulaires ». Ainsi donc, c'est bien « le peuple » -les travailleurs et la jeunesse- que l'on s'apprête à circonvenir grâce à un consensus qui s'étale désormais au grand jour.

La proposition est en effet sortie tout droit des laboratoires de la CFDT qui la réclamait depuis 1995, par la voix de sa secrétaire générale d'alors, N. Notat. Et elle est devenue rapidement celle de la CGT et du PS. Quant au PCF, il avance une formule tout en ambiguïté : la « taxation des revenus

compagnie de Lula, H. Chavez ou E. Morales.

Comme R. Barre et J. Delors à propos de « la sécurité sociale professionnelle » (une « proposition », cette fois-ci, très chère à B. Thibault), J. Chirac regarde avec intérêt les recettes venant de la direction de la CFDT ou de la CGT, et il se montre habile à saisir les perches qui lui sont tendues. Car Chirac est aussi pour « l'économie sociale de marché », ce qui crée des liens et permet un certain partage des rôles...

### La combine

La manoeuvre passera, bien entendu, par

Encadré 1

### Le salaire indirect pillé

Regardons d'un peu plus près à quoi peuvent aboutir, ensemble, la fumeuse proposition et les préventions du MEDEF à son égard.

Le salaire qui nous revient en temps que travailleurs se décompose en deux parties, le salaire direct perçu effectivement, et le salaire indirect versé à des organismes comme les caisses d'assurance maladie, de retraite, etc. En retour, lesdites caisses reversent des prestations, des allocations ou des pensions.

De façon comptable, le salaire indirect lui-même, se décompose en deux parties, la « part salarié » qui vient en déduction du salaire brut, et la « part patronale » qui est versée directement par l'employeur. C'est cette partie, ajoutée aux impôts et taxes, que les patrons appellent de façon géignarde et mensongère « charges ».

Ces « charges » constituent une grande partie de ce que la comptabilité internationale du FMI de l'OCDE et de la Banque mondiale appelle « prélèvements obligatoires », puisqu'il s'agit de sommes versées *obligatoirement*... à des organismes publics ou parapublics. Une somme équivalente versée *obligatoirement* et dans le même but, à un organisme privé

cette fois (une compagnie d'assurance, etc.), échappe à la dénomination « prélèvement obligatoire »...

La même somme, versée une fois, est donc comptée... deux fois, pour bien nous faire sentir que ces pauvres patrons et actionnaires croulent sous les « charges ». Nous avons donc à faire avec une escroquerie à plusieurs niveaux.

Ce que propose Chirac, c'est de réduire la « part patronale » du salaire indirect et de taxer la « valeur ajoutée » créée par les travailleurs dans les entreprises. Techniquement cela peut passer par la TVA ou par une autre voie. De toute façon, l'Union Européenne veille au grain.

Au pire, financièrement, pour les patrons, le bilan serait être nul. Au mieux, après la baisse de la « part patronale » du salaire indirect il faudrait s'attendre à la baisse ou même à la disparition de cette nouvelle taxe dont le produit irait de toutes façons encore se perdre dans les méandres de la LOLF ou périr sous les coups de la Cour de justice européenne.

En réalité, dans tous les cas, le dispositif va permettre de faire baisser les « coûts salariaux », c'est l'objectif premier, de façon à doper les exportations et à créer des emplois déqualifiés et sous payés.

Pour les travailleurs il s'agit de salaire en moins... et les bureaucraties syndicales applaudissent !

### La proposition de Chirac

Aussi, la « proposition » de M Chirac a tout de suite été saluée par les dirigeants de la CFDT et de la CGT. Le MEDEF, lui, a feint surprise et perplexité, car son approbation aurait éventé la manoeuvre. Les entreprises « à forte valeur ajoutée » et employant peu de main d'œuvre, ne seraient-elles pas alors tentées par la délocalisation ..., se demande l'organisation patronale, tout en réclamant des gages.

financiers », mise en relation avec le financement de la protection sociale. Une formule laissant imaginer que la « solution » ci-dessus peut également convenir au PCF.

L'annonce de J. Chirac a donc déclenché, fort logiquement, un concert de louanges « à gauche » car, comme chacun le sait, J. Chirac est un homme « de gauche ». La preuve ? Il est pour le développement durable, le protocole de Kyoto, la taxe sur les billets d'avion pour combattre la pauvreté dans le monde... Surtout, il peut, sans complexe, poser sur le perron de l'Élysée en

une aggravation de la fiscalisation de la protection sociale et une prise de contrôle de la sécurité sociale par l'Etat, préparant l'éclatement du système -santé et retraite- jusqu'à la privatisation pure et simple. Conformément aux attentes du MEDEF et aux directives européennes, en relation avec le traité de Maastricht.

On évoque, pour la concrétisation de cette attaque, la mise en place d'une « TVA sociale », et il faut bien constater que, du côté

(Suite page 4)

(Suite de la page 3)

syndical, seule FO s'y est opposée, par la voix de J.-C. Mailly. Cette mesure viendrait s'ajouter à la « réforme » Juppé-Jospin de la

travailleur sans salaire devient un esclave. La classe ouvrière ne travaille pas pour s'occuper, se distraire, ni - comme le veut l'idéologie protestante - « pour la plus

« gauche complexée » qui donne des gages de renoncement à la révolution socialiste, voire à la moindre réforme qui viendrait heurter un tant soit peu les intérêts capitalis-

Encadré 2

### La « recul » du chômage décrypté

Fin décembre, commentant la baisse du chômage annoncée par le gouvernement Villepin, un économiste de Natexis s'étonne du chiffre de 150 000 chômeurs en moins en 6 mois.

En effet, selon lui, seuls 50 000 emplois nets auraient été créés dans la même période. Où sont passés les 100 000 autres chômeurs en moins ? Départs à la retraite non remplacés, radiations des statistiques de l'assurance chômage, emplois aidés... ? L'expert semble perplexe...

Allons plus loin : admettons pour la démonstration que ces chiffres (-150 000 chômeurs et +50 000 emplois nets) sont exacts, que, comme le

prétend le Premier ministre, 200 000 CNE ont été conclus de septembre à décembre. Alors les 50 000 emplois nets créés viennent mettre en lumière qu'il y a bien, en réalité et comme redouté, une aggravation brutale de la précarité. Au minimum 150 000 CDD ou CDI auraient été convertis en CNE.

Ainsi, nous avons la confirmation que là où un patron aurait embauché précédemment en CDD voire en CDI, avec toutes les conséquences pécuniaires et juridiques de ces contrats, désormais, il préfère signer des CNE avec tous les avantages que cela signifie pour lui en terme de flexibilité et de profits.

Soulignons enfin que les patrons saisissent les départs massifs à la retraite non pas pour embaucher, mais pour restructurer et délocaliser. Objectif, baisser toujours et encore le coût du travail !

sécurité sociale et de la santé, à la CMU, aux « réformes » Fillion et Douste-Blazy.

Pour mesurer l'ampleur de l'arnaque, il suffit de se pencher sur une disposition intégrée, en principe, dans la loi de finance : la compensation, par l'Etat, des « allègements de charges » accordés aux patrons sur le dos de la sécurité sociale. Comme une concession aux bureaucrates syndicaux, depuis deux ans, cette compensation aurait dû être inscrite chaque année au budget de l'Etat... Depuis deux ans, rien n'a été inscrit ! L'Etat « allège », les patrons encaissent, la sécurité sociale - les travailleurs - paie.

La proposition de Chirac vise en définitive à simplifier et à légaliser le dispositif tout en mettant en place un mécanisme qui entraînerait une baisse inéluctable des salaires.

### Haro sur les salaires !

L'objectif de Chirac-Villepin-Sarkozy est de faire baisser brutalement le coût du travail. Le gouvernement s'attaque en effet au salaire différé (voir l'encadré 1) et, via la flexibilité, au salaire direct. Faisons-lui un procès d'intention : si le gouvernement parvient à ses fins, il remettra en cause la notion même de salaire minimum, comme l'ont déjà fait certains de ses « partenaires européens », de droite ou de « gauche » !

C'est la voie empruntée par l'Allemagne de Schröder et de Merkel : contracter brutalement les salaires, quitte à « sacrifier » la consommation intérieure, pour relancer les exportations et faire croître l'excédent commercial. C'est la fameuse « déflation compétitive », qui doit engager les travailleurs du monde entier dans une course à la pauvreté ou dans une guerre fratricide, pour le plus grand profit des capitalistes.

Une voie, paraît-il, qui crée des emplois (voir les encadrés 2, 3 et 4), mais avec quel salaire et quelles conditions de travail ! Un

grande gloire de Dieu ». La classe ouvrière travaille car elle n'a qu'un moyen pour vivre : vendre sa force de travail !

### Une « gauche » complice

Le référendum sur la constitution européenne a donné un « NON » à 55%, un « NON » massif de la classe ouvrière,

Encadré 3

### Des sans abri de luxe ?

Fin 2005, la presse (L'Humanité du 28 novembre 2005, "sont salariés le jour, SDF la nuit") a rendu public une étude de l'INSEE datant de 2003 (!) qui révèle que un « SDF » sur trois a un emploi et parmi ceux-là, 25% sont employés en CDI ! 29% des SDF sont aussi sans papiers et exercent une activité professionnelle forcément « non déclarée ».

Le haut niveau des loyers, le bas niveau des salaires et les mesures anti-immigrés expliquent ces chiffres.

Conclusions du gouvernement, il faut baisser le « coût du travail », soutenir le marché de l'immobilier... et augmenter le nombre des « reconduites à la frontière ».

comme nous l'avons analysé. La classe ouvrière fait mouvement à gauche, elle conteste, (comme la jeunesse, lors des émeutes de novembre). Elle conteste ces choix qui sont faits et qui la conduisent à une paupérisation certaine. Elle conteste par des grèves de plus en plus dures et déterminées (SNCF, RTM, etc.).

La classe ouvrière serait en droit d'attendre, de la « gauche », une opposition claire à toutes ces mesures ; elle serait en droit d'attendre, des organisations syndicales, un appel à l'ensemble des travailleurs à se mobiliser dans l'unité pour briser cette politique, pour briser ce gouvernement et ce régime.

Mais face à une « droite décomplexée » qui intègre de plus en plus ouvertement des thèmes d'extrême droite, nous voyons une

tes. Une « gauche » qui se défend d'être sous la pression de l'extrême gauche, qui veut apparaître « moderne et européenne » et, pourquoi pas, « atlantiste ». Une « gauche » soucieuse de faire progresser « l'économie sociale de marché », et à laquelle même le courant néo conservateur de Sarkozy n'hésite pas à faire les yeux doux. Se sentant maladroit à « gauche », elle fait donc mouvement à droite. Pendant que cette dernière, adroite, faisant mouvement à extrême droite, enferme la première dans une dialectique sécuritaire. Une dialectique qui a amené la « gauche » à approuver l'instauration de l'état d'urgence en novembre. Etat d'urgence que réclamait le FN !!!

**C'est la démonstration de l'analyse de Lénine : « plus les masses vont à gauche, plus les appareils bureaucratiques vont à droite ». Dès lors, comment s'étonner que les dirigeants syndicaux - qui sont essentiellement des militants du PCF ou du PS- déploient toutes leurs énergies pour empêcher l'explosion populaire tant redoutée par le capital ? « Attendez 2007 », semblent-ils s'exclamer à chaque déclaration publique, alors que sur la mobilisation ils restent très discrets, voire silencieux.**

Quand, comme la direction de la CGT, ils se sentent obligés d'apporter une réponse à la forte pression des travailleurs, cela donne un appel qui commence par : « Le 31 janvier, reprenons l'offensive », et se termine par : « La commission exécutive fédérale propose de faire du mardi 31 janvier 2006 une journée de mobilisation et d'expression revendicative interprofessionnelle. La Cgt invite l'ensemble des salariés à se rassembler pour : Se réunir, discuter de ce que nous voulons voir changer et obtenir. Définir ensemble les revendications sur lesquelles exiger des Négociations Annuelles Obligatoires, notamment en matière de salaire et d'égalité professionnelle. Faire converger nos ripostes aux privatisations, à la mise en cause d'acquis sociaux et nos

(Suite page 5)

### Endettez vous !

« Puisque l'Etat s'endette à cinquante ans, pourquoi les particuliers ne pourraient-ils pas en faire autant ? » (France Info, Question d'argent, François De Witt le 3 Janvier 2006 »

Le personnage est connu pour ses prises de positions ultra-libérales. Grand pourfendeur de l'endettement de l'Etat et des « inconscients » qui reportent la dette publique sur les générations futures, forcément grand ennemi de l'emploi public, l'économiste standard et officiel ne manque jamais de faire l'apologie de la spéculation.

Ayant déjà applaudi à l'allongement de la durée du crédit immobilier, qui aura comme conséquence de soutenir la frénésie spéculative qui règne dans ce secteur, sur fond de pénurie consciemment entretenue avec son cortège de sans abri, De Witt remet le couvert avec le « crédit hypothécaire rechargeable ».

Imaginons un peu un système de « crédit revolving » gagé par l'hypothèque

d'un bien immobilier. Prolo de base, vous avez trimé toute votre vie pour vous offrir un très petit appartement dans la très lointaine banlieue d'une très grande ville afin d'abriter vos vieux jours.

« Grâce » à la flambée des prix de l'immobilier, et tant que le château de cartes spéculatif ne s'effondre pas, « votre patrimoine s'est valorisé », comme dirait le chroniqueur radiophonique. Mais, comme dirait le ministre de l'économie : « les français épargnent trop », quoique pas assez sous forme d'actions en bourses, il faut mobiliser cette épargne pour relancer la consommation !

La solution est toute trouvée : hypothéquez votre bicoque sous forme d'un crédit à la consommation qui se recharge au fur et à mesure de vos remboursements, achetez des actions à crédit. Il paraît que « les pays anglo-saxons » pratiquent avec frénésie ce type de « crédit hypothécaire rechargeable ». Bref, endettez-vous, en fin de compte, les banques viendront mettre la main sur votre modeste appartement, c'est cela l'hypothèque. Eh bien, bonne nouvelle : Villepin y pense, une ordonnance est en préparation. Vos modestes « héritiers », les générations futures, vont vous haïr...

(Suite de la page 4)

luttons pour l'avenir du service public, pour le développement industriel et le renouvellement des conventions collectives. ». Mais faire grève tous ensemble, dans l'unité, même une seule journée, n'y pensez même pas ! Ou alors chacun dans son coin, à la carte. « Attendez 2007 ! », voilà ce qu'on lit entre les lignes.

Les dirigeants syndicaux fréquentent avec assiduité l'université d'été du MEDEF. Ces mêmes dirigeants, dans le cadre de la CES,

co-rédigent les directives européennes avec la commission européenne de Barroso. Et dorénavant, ils s'intégreront de plus en plus ouvertement à la « mise en musique » de ces directives, sur le plan national cette fois. **C'est la voie de l'intégration des syndicats au patronat et à l'Etat.**

L'expérience de nos aînés et leurs analyses se voit encore une fois confirmées. La bureaucratie social-démocrate ou néostalinienne c'est le dernier rempart de l'ordre établi par la bourgeoisie : voilà l'obstacle

que la classe ouvrière devra abattre pour se défendre et faire avancer ses revendications. Et pour vaincre, elle aura à se doter d'un instrument d'organisation : un parti ouvrier révolutionnaire.

C'est à cette tâche que s'attelle le GSI. Aujourd'hui, il n'est pas de révolutionnaire conséquent qui cherche à régler cette question en fourvoyant les travailleurs dans des impasses, comme l'altermondialisme, « radicales » dans la forme mais contre-révolutionnaires dans le fond.

**Le site web du GSI, désormais :**  
**<http://www.gsi-litqi.org/>**

## **Emeutes de la jeunesse : Un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire.**

*Déclaration du GSI - Tract du 18 novembre 2005 - Publiée sur notre site web*

Le 25 octobre au soir, le Ministre de l'intérieur, N. Sarkozy rapplique à Argenteuil sous les huées et les jets de bouteilles. Interpellé par une habitante, il parle de « racaille ». Le 27, à Clichy-sous-Bois, deux jeunes meurent électrocutés, un autre est gravement blessé après s'être réfugiés dans un centre de transformation EDF. Les trois jeunes sont présentés comme des cambrioleurs qui fuyaient la police ; 15 véhicules sont brûlés. Dans les jours qui suivent, alors que la thèse du cambriolage se dégonfle, Sarkozy persiste... C'est la goutte qui fait déborder le vase. Désormais les affrontements se multiplient et s'étendent.

En 10 jours, plus de 300 villes sont touchées avec 4900 véhicules brûlés de même

que des locaux scolaires, des équipements sportifs, des entrepôts, des magasins. On compte des dizaines de blessés et plus de 1500 arrestations avec des centaines de condamnations expéditives en comparution immédiate, menées dans des conditions scandaleuses déplorées par les avocats.

### **Comment en est-on arrivé là ?**

Cela commence il y a longtemps, en 1983, lorsque la « gauche » récemment parvenue au pouvoir se rallie honteusement au « social-libéralisme » et se lance dans une politique qui amènera un jour le Premier ministre Jospin à privatiser plus que ses deux prédécesseurs de droite, Balladur et Juppé.

Entre temps, le PS apportera son appui à l'adoption du traité de Maastricht qui enferme les travailleurs de toute l'Europe dans une politique de libéralisation de l'économie et du marché de l'emploi, une politique de « déflation compétitive », c'est-à-dire des salaires toujours plus bas, des emplois toujours plus précaires, des services publics privatisés et une protection sociale démantelée : c'est la course à la misère.

Cela continue par une mascarade en 2002 lorsque la « gauche » du socialiste F. Hollande à la LCR d'A. Krivine en passant par le PCF de R. Hue appellent à voter Chirac pour « faire barrage à l'extrême-droite ». Ce pays, où les agences d'intérim font la pluie

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

et le beau temps, compte alors plus de 2,5 millions de chômeurs (chiffre officiel grandement sous-estimé) avec une précarité galopante.

Cela aurait pu s'arrêter le 29 mai 2005 quand le référendum à propos de la constitution européenne a donné un « NON » à 55%, mais... mais il y a belle lurette que la politique de tout gouvernement de gauche comme de droite se décide dans les conseils d'administration des multinationales, au conseil des ministres de l'UE, à l'OCDE et au FMI. Conformément aux exigences d'une « concurrence libre et non faussée », le gouvernement Villepin prend le contre-pied du résultat du référendum, se lance dans une politique qui aggrave considérablement l'offensive anti-ouvrière et pose dans les faits les bases de l'explosion sociale.

Villepin est allé à bonne école, celle de Chirac : une déclaration lénifiante sur le « modèle social » et, juste après, cinq ordonnances qui posent les bases de sa liquidation ! Il vise ouvertement à la destruction des acquis nés du combat séculaire de la classe ouvrière et de la jeunesse : code du travail, conventions collectives, statut de la fonction publique et services publics dans leur ensemble. Rien n'est épargné : écoles, hôpitaux, services sociaux, etc. C'est le repli de l'Etat sur ses fonctions régaliennes. Face à la brutalité de ces attaques, comment s'étonner de la violence de la réaction de la classe ouvrière et de la jeunesse alors que les soi-disant partis de « gauche » sensés défendre leurs intérêts démissionnent ou ont fait faillite ? C'est ce qu'expriment le mouvement lycéen de ce printemps, la grève et les manifestations du 10 mars, les conflits de la SNCM (Société Nationale Corse-Méditerranée) ou de la RTM (Régie des Transports Marseillais).

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'explosion de la jeunesse dite « immigrée » des grands ensembles de banlieues, en réalité fils et filles de travailleurs immigrés installés dans ce pays depuis deux ou

trois générations.

Cela alors même que 60 africains de tous âges sont morts en quelques mois dans les incendies suspects de leurs logements et que d'autres travailleurs immigrés sont jetés à la rue manu militari sur ordre de Sarkozy sous prétexte d'insécurité !

Ces grands ensembles, bastions traditionnels de la classe ouvrière qui ne peut pas se payer les beaux quartiers des grandes villes dont elle a été chassée connaissent un taux de chômage à 22% de la population active et 40% de la jeunesse selon les chiffres officiels...

### **Et quelles sont les réponses du gouvernement ?**

Comme après le rejet de la constitution européenne, le 29 mai, le gouvernement répond aujourd'hui par l'accentuation de sa politique : aggravation de la répression avec la mise en place de l'état d'urgence sur la base d'un texte de 1955 qui s'intitule « *Loi instituant un état d'urgence et en déclarant l'application en Algérie.* ». Oui, en Algérie ! En Algérie, alors que commençait la révolution et la guerre d'indépendance ; loi appliquée à nouveau en 1984-85 par J. Chirac, Premier ministre de Mitterrand, en Nouvelle Calédonie, contre les indépendantistes Kanaks. Une loi marquée du sceau de l'iniquité et de l'oppression !

Cela se traduit par l'instauration du couvre-feu, les perquisitions de jour comme de nuit, la possibilité d'incarcérer les mineurs et de poursuivre leurs parents devant les tribunaux, l'expulsion des émeutiers immigrés qu'ils soient ou non en situation régulière, etc.

**Le Front national le réclamait, le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy l'a fait.** Oui, ce Chirac, présenté par certains comme un rempart contre l'extrême-droite en 2002, satisfait en 2005 les revendications du FN. La boucle est bouclée.

Par ailleurs, le gouvernement ose annoncer un « volet social » à l'état d'urgence avec l'ouverture de l'apprentissage à partir de 14

ans au lieu de 16 pour procurer de la chair fraîche au patronat, plus les « mesures d'insertion » bidon habituelles qui se concrétisent par du saupoudrage budgétaire et des subventions aux associations dont le gouvernement attend qu'elles maintiennent l'ordre. C'est la confirmation de la liquidation de la solidarité au profit des réseaux caritatifs et confessionnels (d'ailleurs l'UOIF – Union des Organisations Islamiques de France, organisation liée aux frères musulmans, ne s'y est pas trompée, elle qui a édicté une « fatwa » qui rappelle aux « jeunes » que la destruction de biens est contraire à l'Islam...).

Avec cette politique, le gouvernement se prépare à faire face à d'autres explosions inévitables du mouvement ouvrier et de la jeunesse. Il lance ainsi un véritable « ballon d'essai » en se dotant de tous les moyens répressifs et juridiques.

### **Et la « gauche » ?**

Peut-on s'en sortir avec la politique préconisée par la soi-disant gauche qui s'en tient depuis 25 ans au « traitement social du chômage » et va jusqu'à approuver aujourd'hui l'instauration de l'état d'urgence comme c'est le cas du PS de F. Hollande ?

C'est avec une extrême tiédeur gênée que la « gauche » et les organisations syndicales commentent les mesures brutales du gouvernement, comme s'ils approuvaient que ce secteur de la jeunesse soit traité de façon particulière, comme des bêtes !

Les travailleurs et la jeunesse ne peuvent compter que sur eux-mêmes et doivent s'organiser en conséquence. Face à la brutalité de la politique du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, d'autres explosions sont inévitables.

Travaillons dans l'unité d'action à construire l'instrument nécessaire, le parti ouvrier indépendant, pour diriger la rage de toute la classe ouvrière et de la jeunesse contre le patronat et les gouvernements de droite comme de « gauche » à ses ordres.

**Non à la « dictature démocratique » du gouvernement et du patronat !**

**Non à l'état d'exception !**

**Levée de toutes les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence !**

**Libération de tous les jeunes avec ou sans carte de séjour !**

**Abandons des poursuites !**

**Non aux expulsions !**

**C'est le gouvernement Sarkozy-Chirac-Villepin qu'il faut virer !**

**Unité des organisations ouvrières pour empêcher l'exploitation des enfants de 14 ans !**

# Où va LO ?

« Bien sûr, on peut dire, comme ceux des jeunes qui s'expriment, qu'ils ont « la rage », et tant pis pour ceux qui en sont victimes puisque c'est le seul moyen d'attirer l'attention sur eux. Il s'agit là d'explosions de colère certes, mais leur choix d'une réaction aveugle contre ceux avec lesquels ils vivent, voire les écoles, sans faire la différence entre les pompiers et la police, les bus qui desservent le quartier qu'ils font brûler, avec parfois conducteurs et passagers dedans, tous ces actes qui vont à l'encontre de leurs propres intérêts, de l'opinion que l'ensemble de la population peut se faire d'eux, montrent qu'ils sont loin du niveau de conscience qui caractérisait, pour les marxistes, le mouvement ouvrier (ndlr : souligné par nous ; Banlieues décembre 2005 Lutte de Classe - Publié par Lutte Ouvrière - France N°93 Décembre 2005, approuvé par 97% des délégués présents au 35<sup>ème</sup> congrès). »

## Réaction aveugle ? Vraiment ?

En s'appuyant sur les arguments véhiculés par le gouvernement, le PS et les médias, LO condamne la révolte des jeunes de banlieues, **la révolte des opprimés et fait abstraction du contexte réel : l'Etat d'urgence décrété par le gouvernement.** A Laguiller parle à juste titre du fait que « dans ce pays considéré comme riche, au XXI<sup>ème</sup> siècle ! Un tiers des sans domicile, condamnés à errer d'asile en refuge, sont des gens qui ont pourtant un emploi mais un salaire misérable. Comment payer un logement quand on est précaire, touchant en bout de mois la moitié ou le tiers du Smic ? Comment même en trouver un quand on n'a pas de quoi payer la caution exigée ? (Arlette Laguiller, meeting de Lutte ouvrière à la Mutualité à Paris, le vendredi 9 décembre 2005). » **Mais alors pourquoi les condamner moralement et**

**politiquement quand ils font consciemment le choix de la révolte.**

Quant au « niveau de conscience » il serait judicieux que les camarades relisent l'histoire de la révolution Russe de Trotski ou l'histoire de la Commune de Paris. Toutes les révolutions sont menées avec et pour... « les masses arriérés ».

Par ailleurs les jeunes se sont systématiquement affrontés avec « des détachements d'hommes armés au service de la classe dominante » pour reprendre la définition de Lénine à propos de l'Etat. Contrairement à ce que dit LO et A. Laguiller, les jeunes savaient pourquoi ils se révoltaient.

Au vu des déclarations d'A. Laguiller on serait en droit de se poser des questions quant au niveau de conscience - ou d'inconscience - de LO par rapport à la situation politique du pays après la victoire du NON au référendum. Je cite : « **Nous ne reprochons certes pas aux confédérations syndicales de ne pas unifier des luttes qui n'existent pas ou qui, même lorsqu'elles existent et qu'elles sont déterminées, comme celle des travailleurs de la SNCM puis celle des traminois de Marseille, restent isolées. Ce que nous leur reprochons, c'est de ne pas avoir une stratégie claire, ouvertement annoncée, qui vise à redonner aux travailleurs confiance dans la lutte.** (Arlette Laguiller, meeting de Lutte ouvrière à la Mutualité à Paris, le vendredi 9 décembre 2005). »

« Unifier des luttes qui n'existent pas » !? On croit rêver !

Voyons maintenant ce que dit la Fraction de LO à propos de la révolte de la jeunesse : « Cette rage exprime aussi le ras-le-bol profond d'une partie de ces jeunes d'un quotidien marqué par les contrôles au faciès, les violences policières, les discriminations à l'embauche, la relégation dans les établissements scolaires les

plus méprisés et l'enfermement dans des cités qui peuvent parfois s'apparenter à des ghettos. Souvent en échec scolaire (mais même quand ils ont une qualification et des diplômes ceux-ci ne leur sont souvent d'aucune utilité pour trouver un emploi stable), ils ne peuvent espérer au mieux qu'un avenir de petits boulots ou d'emplois intermittents et précaires (Pour que les révoltes de la jeunesse ne conduisent pas à l'impasse 14 novembre 2005, Lutte de Classe - Publié par Lutte Ouvrière - France N°93 Décembre 2005, 3% des voix des délégués présents au 35<sup>ème</sup> congrès). »

Jusqu'à là tout va bien ; puis le discours dérape et cède aux préjugés petit bourgeois de circonstances : « **C'est la partie de la jeunesse la plus susceptible de ne voir de perspectives que dans l'individualisme, la débrouille, les trafics et les larcins de tout genre, voire de tomber dans le lumpenprolétariat. C'est le cas depuis la naissance du capitalisme et des grandes agglomérations modernes.** (Idem) »

Dans la société bourgeoise, tout le monde est susceptible de sombrer dans l'individualisme y compris... les ex-militants, les travailleurs et les petit bourgeois !

Pourtant l'introduction était bonne : « Avec l'extension des troubles partis de la Seine-Saint-Denis, déclenchés par la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois et les propos méprisants du ministre de l'Intérieur, puis étendus en une semaine à tout le pays, la colère a jeté une fraction de la jeunesse prolétarienne dans la rue pour la deuxième fois cette année. Elle s'était en effet manifestée déjà pendant les premiers mois de 2005, quand des dizaines de milliers de lycéens ont battu le pavé de toutes les villes petites ou grandes. (Idem) »

Dérapiage incontrôlé donc pour la fraction de LO qui **sur le fond** ne se

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

démarque pas réellement de la majorité.

A Laguiller déclare : « *Alors si le gouvernement s'est trouvé hier face à une insurrection de « jeunes asociaux » selon ses termes et comme il s'en plaint, c'est lui qui en est responsable, c'est lui qui les a mal élevés, pas les parents !* (Ndlr : souligné par nous ; Banlieues décembre 2005 Lutte de Classe - Publié par Lutte Ouvrière - France N°93 Décembre 2005, **approuvé par 97% des délégués** présents au congrès). » ; La fraction **nuance** et affirme : « *Alors seulement en leur donnant d'autres cibles et d'autres objectifs, il pourrait éviter que ces révoltes aveugles se retournent contre les quartiers populaires, leurs habitants ou même les jeunes eux-mêmes* (Pour que les révoltes de la jeunesse ne conduisent pas à l'impasse 14 novembre 2005, Lutte de Classe - Publié par Lutte Ouvrière - France N°93 Décembre 2005, 3% des voix des délégués présents au 35<sup>ème</sup> congrès). »

### Révoltes aveugle ? Vraiment ?

Nous, nous pensons que les jeunes qui se révoltent contre le racisme, contre la misère et l'exploitation sont les victimes de la société capitaliste dans toute son horreur et qu'il ont

raison de se révolter. Un point c'est tout ! Des « jeunes asociaux » sont asociaux et ne se révoltent pas pour exiger une place dans la société. Cette révolte était d'abord et avant tout un appel au secours de la jeunesse la plus opprimée. Pour nous le problème c'est le manque d'organisation politique et d'alternative révolutionnaire. Comme disait l'autre, « *la crise de l'humanité se réduit à la crise de sa direction révolutionnaire* » et non l'inverse. Faire une leçon de morale « petite bourgeoise » aux opprimés, surtout quand on se dit marxiste et matérialiste, révèle une profonde incompréhension de la situation politique actuelle.

LO tout comme la fraction « oublie » que la révolte principale, qui domine les autres, était politique et se synthétisait dans la victoire du NON au référendum. Victoire qui a été volée par le gouvernement et dévoyée dans la course à la présidentielle par les bureaucraties syndicales et politiques (PS, PC) et par ses acolytes d'extrême gauche (LCR).

D'ailleurs quoi qu'en dise LO, elle semble s'engager dans la même voie... en condamnant la révolte des jeunes et en affirmant - comme la gauche officielle tenante du oui - que : « *Pour autant, ce serait se leurrer que de dire que le « non » au référendum a été un « non de gauche », car le rejet de la constitution*

*par la majorité du monde du travail n'aurait pas suffi à assurer la « victoire du non » si toute une fraction de l'électorat de droite et d'extrême droite, celle qui suit les Le Pen et les de Villiers, n'avait pas, pour de tout autres raisons, voté de la même façon* » ( La situation intérieure, Lutte de Classe - Publié par Lutte Ouvrière - France N°93 Décembre 2005, **approuvé par 97% des délégués présents au 35ème congrès.**) »

Nous pensons que la fraction à eu tort, vraiment tort de combattre tous les travailleurs qui se sont mobilisés pour la victoire du NON malgré la machine de guerre de la bourgeoisie pour la victoire du OUI. La fraction a déserté le terrain de bataille du pot de terre contre le pot de fer qui a abouti à la victoire du plus faible ! Elle n'a pas participé à un événement historique majeur marqué par la victoire politique de la classe ouvrière. Victoire qui s'est traduite pour la classe ouvrière, quoi qu'en dise LO, par des luttes dures, très dures, par des reculs et un aiguisement de la conscience de classe mais pas par une défaite d'ampleur des travailleurs.

**Oui, rien n'est joué !**

### Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

À : ..... Date : ..... Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1<sup>ère</sup> catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Signature

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX



## Brésil : premier congrès de CONLUTAS

### *La construction d'une alternative de direction*

**Du 5 au 7 mai 2005 aura lieu, à Sumaré (São Paulo - Brésil), le Premier Congrès National des Travailleurs (CONAT - Congresso Nacional de Trabalhadores) convoqué par la Coordination Nationale de Luttes (CONLUTAS - Coordenação Nacional de Lutas).**

Il s'agit d'un pas important dans le processus de réorganisation vécu par la classe ouvrière et les masses brésiliennes.

La construction d'une alternative de direction Il y a une nouvelle organisation syndicale et populaire sur la scène politique brésilienne. En plein gouvernement de Lula, qui dispose du soutien des partis de gauche les plus forts

du pays (comme le PT et le PCdoB) ainsi que de la participation directe au pouvoir exécutif des plus grands organismes du mouvement syndical (CUT), populaire (MST) et étudiantin (UNE), une nouvelle organisation de masses est en train de voir le jour, réunissant des syndicats et des secteurs du mouvement étudiantin et populaire : la Coordination Nationale de Luttes, CONLUTAS (il y a un glossaire en fin de document).

#### Un peu d'histoire

La fin de ce qu'on a appelé le "miracle économique", dans les années 70, a provoqué le réveil des luttes économiques et politiques contre la dictature instaurée au Brésil depuis

1964. Le PT, la CUT et le MST, les plus grands instruments de lutte de l'histoire des travailleurs du pays, se sont forgés comme produit de ce réveil

Malgré le combat de secteurs de gauche, la direction est parvenue peu à peu à transformer ces organisations en instruments de conciliation de classes. Le processus a fait un bond dans les années 90 quand la CUT s'est transformée en un appareil bureaucratique au service de la collaboration avec la bourgeoisie et que le PT est devenu un parti complètement adapté à l'ordre bourgeois. Ce projet culmine avec l'élection de Lula comme Président en 2002, ce qui a réveillé d'énormes illusions dans la classe ouvrière. A peine investi de la présidence, Lula commença toutefois à appliquer la politique de l'impérialisme, les normes du FMI et les réformes néo-libérales préconisées par la Banque Mondiale. Les organisations construites dans la période précédente se sont mises à soutenir le gouvernement et sa politique. De cette manière, elles ont définitivement cessé d'être un instrument de la lutte de la classe ouvrière, fermant ainsi tout un chapitre de l'histoire. Elles se sont mises à soutenir directement un gouvernement bourgeois de collaboration de classes, dont elles devenaient la courroie de transmission de la politique pro-impérialiste à l'intérieur du mouvement ouvrier.

#### Les principales caractéristiques de CONLUTAS

A partir d'un certain moment, des secteurs de plus en plus importants de la classe ouvrière ont commencé à se battre contre les plans néo-libéraux du gouvernement de Lula et à mettre en question ce dernier. Ils se sont heurtés aux directions progouvernementales de la CUT, de la UNE et du MST, inaugurant ainsi un nouveau cycle de réorganisation. Un secteur du mouvement syndical et populaire commence un processus de résistance et s'organise autour de CONLUTAS, qui se présente comme une nouvelle alternative de direction pour la lutte des travailleurs. Un processus similaire a lieu dans le mouvement étudiantin autour de la Coordination Nationale de Lutte des Etudiants, CONLUTE, qui a CONLUTAS comme référence (voir l'arti-

(Suite page 10)

São Paulo, le 7 décembre 2005

Camarades,

Par la présente, nous vous invitons au Premier Congrès National de Travailleurs (CONAT), promu par la Coordination Nationale de Luttes du Brésil (CONLUTAS), qui aura lieu à São Paulo du 28 avril au 1er mai 2006. §

CONLUTAS est une organisation qui regroupe des syndicats, des organisations paysannes et populaires et des fédérations étudiantines du Brésil qui combattent contre l'oppression impérialiste dans notre pays et dans toute l'Amérique Latine, contre les plans néo-libéraux des gouvernements collabos et en défense des droits des travailleurs et des peuples opprimés.

Notre organisation est née en 2004 dans le but de combattre les réformes néo-libérales inspirées par le FMI et la Banque Mondiale et appliquées par le gouvernement de Lula, qui a accédé au pouvoir avec un énorme soutien et de grandes illusions populaires.

CONLUTAS a rejeté les réformes universitaires et syndicales qui, sous le couvert et la publicité de "changements", mettaient en oeuvre les plans de l'impérialisme pour notre pays, et elle a appelé à se mobiliser contre eux.

Nous nous sommes opposés frontalement à la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) qui s'est mise du côté du gouvernement, a trahi les travailleurs, a soutenu finalement ces plans et a pris part au pouvoir exécutif actuel de Lula par le biais de son ancien président et actuel Ministre du Travail, Luíz Marinho.

CONLUTAS défend l'indépendance totale des organisations des travailleurs par rapport au gouvernement et à l'Etat. Elle promeut aussi la collaboration étroite et l'unité entre les organisations syndicales, paysannes, étudiantines, indigènes et populaires de l'Amérique Latine et du monde entier pour qu'elles combattent de manière indépendante pour nos droits, pour qu'elles combattent l'oppression impérialiste et soient organisées de manière démocratique.

Nous voyons une nécessité d'échanger des expériences parce que nos luttes répondent à des causes communes et que nous faisons face à des ennemis semblables. En même temps, nous sommes conscients que notre expérience d'organisation et de lutte n'en est qu'une parmi d'autres sur le continent.

Voilà pourquoi l'invitation que nous vous adressons par la présente a pour but, en plus de compter avec votre présence et votre participation à notre Congrès, d'arriver à une intégration et à une coordination internationale des organisations présentes à cet événement.

Avec notre salut fraternel,

José Maria de Almeida

Coordination Nationale de CONLUTAS

La date a été changée postérieurement, au 5-7 mai

(Suite de la page 9)

Le Brésil vit un moment de réorganisation semblable à ce qui a eu lieu dans des pays comme l'Equateur, la Bolivie et l'Argentine vers le milieu des années 90. CONLUTAS représente une réorganisation centrée autour de la construction d'une nouvelle organisation nationale, qui se transforme en une alternative pour les luttes de secteurs sociaux les plus divers et en est son expression maximale. Actuellement, CONLUTAS regroupe près de 100 syndicats et un nombre similaire d'oppositions syndicales.

La construction d'une organisation qui cherche à unir différents segments des mouvements sociaux est une caractéristique particulière de ce nouveau processus de réorganisation au Brésil. Les organismes nationaux, construits dans des processus de réorganisation précédents, exprimaient des segments sociaux spécifiques. Les articulations inter-syndicales urbaines les plus variées, les organisations paysannes et les mouvements populaires qui sont apparus au Brésil ont toujours eu un caractère sectoriel.

Ce processus de réorganisation dans le mouvement syndical se manifeste dans la rupture des syndicats avec la CUT. Ce n'est donc pas un processus en dehors ou contre les syndicats. Jusqu'à présent, les syndicats sont toujours le principal instrument de lutte de la classe ouvrière urbaine, malgré toute l'usure accumulée dans la dernière période, marquée par la restructuration productive et les nouvelles formes de gestion dans les entreprises, par le reflux de la lutte de classes, par la bureaucratisation des organismes syndicaux

et par la politique de conciliation de la majorité des directions.

Il y a une lutte de l'avant-garde combative pour la récupération des syndicats des mains de la CUT et des autres centrales syndicales jaunes, une réédition, d'une certaine façon, de ce qui est arrivé quand la CUT est née. Cela est dû à l'importance et à la tradition des syndicats au Brésil. Depuis leur apparition, ils ont toujours été la forme prédominante d'organisation du mouvement ouvrier et ont eu un poids important.

Le processus de réorganisation chez les paysans s'est approfondi à partir de l'apparition, en marge du MST, de nombreuses organisations. Certaines sont le fruit de ruptures et de conflits internes au MST lui-même, tandis que d'autres sont plus récentes et indépendantes, comme le MTL, dont le secteur le plus progressif se trouve dans le Triangle Minier et au Goiás. Le processus existe aussi dans le mouvement populaire. La présence de la CLMP dans CONLUTAS en témoigne, ainsi que d'autres mouvements comme l'occupation "Zumbi de Palmares" à Rio de Janeiro.

### En marche vers le Congrès

La construction de CONLUTAS et de CONLUTE est le produit d'une bataille dure à l'intérieur du mouvement de masses, et elle reflète en même temps, au Brésil, un nouveau processus de réorganisation du mouvement ouvrier, populaire et étudiantin, comme ceux qui ont eu lieu dans d'autres pays de l'Amérique latine et du monde. Au

milieu des années 90, de nouvelles organisations sont apparues en dehors des centrales traditionnelles, ou d'autres, déjà existantes, ont acquis une nouvelle vitalité. En Equateur par exemple, est apparue la Coordination de Mouvements Sociaux (CMS), en Argentine, la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) d'abord, et le mouvement des "piqueteros" ensuite, en Bolivie il y eu la Coordination des Eaux de Cochabamba, et des initiatives semblables apparurent dans d'autres pays. C'a été un processus d'une énorme importance, annonciateur des grands conflits qui allaient avoir lieu dans ces pays au début du vingt-et-unième siècle, quand ces organisations ont gagné la prédominance, quand sont nées les Assemblées Populaires et l'Intersyndicale en Argentine et quand d'autres organisations ont été revitalisées, comme la Centrale Ouvrière bolivienne (COB) dans les processus de 2003-2005.

Ceux qui construisent CONLUTAS sont conscients de faire partie de ce processus et ils comprennent l'unité objective profonde qui existe entre les processus de lutte et d'organisation des différents pays de l'Amérique Latine. Voilà pourquoi ils invitent toutes ces organisations à se manifester et à participer à leur congrès de fondation. L'objectif ne se limite pas à un échange et un débat sur les expériences respectives. Le congrès doit aussi voir quels pas concrets de coordination et d'action commune il est possible de promouvoir. Voir en encadré page précédente **l'invitation aux organisations syndicales, paysannes, étudiantines et populaires de l'Amérique Latine et du monde.**

## La genèse de CONLUTAS

- ◆ **La grève nationale des fonctionnaires contre la Réforme de la Prévision Sociale**, en juillet 2003, a marqué le début de la rupture des masses avec ses organisations traditionnelles à cause du rôle traître de la CUT dans cette grève. Les travailleurs commencent à rompre définitivement avec les directions progouvernementales du mouvement syndical et populaire. Les grévistes refusent à la CUT le droit de parler en leur nom lors des négociations avec le gouvernement. Après la défaite de la grève, le processus continue avec la suspension du paiement des contributions financières et avec la désaffiliation définitive des syndicats à la CUT. Le phénomène s'étend rapidement à d'autres syndicats de base, dans un processus de rupture des secteurs les plus combattifs du mouvement syndical avec la CUT.
- ◆ **La lutte contre la Réforme Syndicale et du Travail** a ouvert la phase de construction d'organismes alternatifs de lutte. La Proposition présentée par le gouvernement met le mouvement syndical en alerte concernant son objectif, celui de modifier la structure syndicale existante dans le pays, avec le but de renforcer encore plus le contrôle de l'Etat et du gouvernement sur les syndicats, de maintenir le mouvement syndical sous la direction absolue des centrales jaunes, d'éliminer des droits du travail historiques et d'attacher les mains des travailleurs avec l'interdiction des grèves.
- ◆ **La Rencontre Nationale Syndicale de Luziania (Goiás)**, en mars 2004, entame cette seconde phase : 1800 dirigeants et 181 syndicats de base et oppositions syndicales décident d'entamer la construction d'un front de lutte contre la réforme. On approuve une plate-forme nationale de lutte et la réalisation d'une marche nationale, le 16 juin, à Brasilia.
- ◆ A Brasilia, le 19 mars, **une nouvelle réunion vote la construction de la Coordination Nationale de Luttes (CONLUTAS)** comme un pôle national de lutte, alternatif à la CUT. Etaient présents : des secteurs syndicaux de gauche, des syndicats indépendants de fonctionnaires fédéraux, et un secteur des Fédérations qui par après s'est retiré.
- ◆ **Dans le mouvement étudiantin il y a un processus similaire.** Des secteurs liés au PSTU, des groupes régionaux de gauche et un vaste secteur indépendant entament un mouvement d'opposition à la Réforme Universitaire du gouvernement. En mai a lieu une Rencontre Nationale à Rio de Janeiro : près de 1.500 étudiants approuvent une plate-forme de lutte contre la Réforme et le gouvernement, et décident de construire la Coordination Nationale de Lutte des Étudiants (CONLUTE) comme un pôle alternatif à la direction de l'UNE.
- ◆ **La Marche Nationale du 16 juin** a réuni à Brasilia entre 8 et 10 mille personnes et a démontré qu'il était possible de faire une mobilisation nationale en marge des organisations traditionnelles. L'événement donne une plus grande confiance à l'avant-garde, qui commence à voir avec davantage d'optimisme la viabilité de la construction d'un projet de direction alternatif.
- ◆ **La grève nationale des travailleurs de banque**, entamée le 14 septembre 2004, encourage la construction d'Oppositions Syndica-

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

les liées à CONLUTAS comme alternative aux directions syndicales progouvernementales. Dans cette grève, la plus longue dans l'histoire du secteur, le Mouvement National d'Opposition Bancaire (MNOB) dirige un processus de rébellion de base contre la Confédération Nationale des Travailleurs de Banque (CNB-CUT) et fait face au gouvernement, aux banquiers, à la CUT et aux directions des syndicats. La victoire partielle obtenue a provoqué un saut qualitatif dans l'expérience des travailleurs de banque avec les directions syndicales progouvernementales, et le MNOB se fortifie dans tout le pays.

♦ En septembre 2004, CONLUTE organise un **Plébiscite National contre la Réforme Universitaire**. En faisant face à l'UNE, CONLUTE parvient à rassembler 56.127 votes estudiantins et elle s'impose clairement, surtout dans les universités publiques.

♦ En janvier 2005, CONLUTAS tient sa **Première Rencontre Nationale** à Porto Alegre, avec la participation de 1.500 activistes syndicaux, populaires et estudiantins. Elle mène une discussion stratégique sur la nécessité de se transformer en une véritable organisation nationale qui agglutine les différents mouvements sociaux (syndical, populaire, paysan et estudiantin). On y vote la réalisation d'une nouvelle Rencontre Nationale pour organiser un Congrès National de Fondation, un plan de mobilisation contre la Réforme Syndicale et du Travail, et une nouvelle marche sur Brasilia. Le plan serait combiné avec la lutte pour l'unification des campagnes salariales et la participation aux élections annoncées dans plusieurs syndicats importants.

♦ CONLUTE tient aussi une **nouvelle Rencontre Nationale** avec environ 1.000 étudiants. On y décide l'organisation d'un vaste débat dans la base du mouvement estudiantin sur la nécessité de rompre avec l'UNE, l'intensification de la lutte contre la réforme universitaire et la réalisation d'une nouvelle rencontre nationale. En outre, la **Rencontre Nationale de la Coordination de Luttes des Mouvements Populaires (CLMP)** a lieu avec la présence de mouvements urbains des SDF (MUST - Movimento Urbano dos Sem-Teto - de San José dos Campos-São Paulo et de Recife) et du Mouvement Populaire Alborada de Rio Grande do Sul. On y vote l'intégration de la CLMP à CONLUTAS.

♦ Dans les premiers mois de 2005, la **campagne contre la Réforme Syndicale et du Travail s'intensifie**. Le gouvernement, la direction de la CUT et les centrales jaunes commencent à perdre le débat sur le sujet. Le Front National contre la Réforme est mis sur pied. Fuerza Sindical retire son soutien au projet et affaiblit la stratégie du gouvernement qui voulait l'approuver cette année.

♦ Des listes d'opposition syndicale à la CUT par la gauche, et/ou

liées à CONLUTAS, apparaissent. Les discussions sur l'orientation progouvernementale des directions syndicales, sur la rupture avec la CUT et sur la nécessité de construire CONLUTAS comme alternative de direction sont menées à la base dans des secteurs importants. Malgré le poids de la machine électorale bureaucratique, les oppositions obtiennent des résultats autour de 30% des votes, et dans quelques cas elles obtiennent la victoire. Le processus de rupture des syndicats avec la CUT et la construction de CONLUTAS est l'expression d'un vaste processus de rupture dans la base des sections. Le projet de construction des Oppositions Syndicales de CONLUTAS commence à se généraliser.

♦ La **crise politique qui s'ouvre dans le pays, impliquant le gouvernement de Lula et le Congrès National dans des scandales de corruption**, produit un nouveau saut dans la rupture avec le gouvernement et avec les directions syndicales, populaires et estudiantines qui le soutiennent. Le chemin pour le renforcement de CONLUTAS se dégage. Celle-ci lance une campagne contre la corruption, les réformes néo-libérales et la politique économique du gouvernement-FMI, et convoque à une journée de luttes dans les principales villes du pays, à une manifestation nationale, le 17 août, à Brasilia, et à sa Deuxième Rencontre Nationale, le 18 août, dans cette ville.

♦ La **marche du 17 août** réunit autour de 12 mille personnes alors que le meeting de soutien au gouvernement, convoqué le jour précédent par la CUT, l'UNE et le MST, avait réuni à peine 5 mille personnes. Cet événement place CONLUTAS à un niveau supérieur pour disputer la direction du mouvement de masses au Brésil. Même si elle est encore très loin d'avoir la même représentativité que les plus grands organismes, la marche la place sur la scène politique nationale et accélère sa capacité d'attraction de l'avant-garde et du mouvement social organisé.

♦ La **Deuxième Rencontre Nationale**, le jour suivant, réunit environ 1.700 activistes syndicaux, paysans et populaires. On annonce formellement l'entrée à CONLUTAS du Mouvement Terre et Liberté (MTL) et de la FENAFISCO. On se met d'accord sur la réalisation d'un Congrès National pour fin avril/début mai 2006, dans le but de construire une nouvelle organisation nationale de lutte de la classe ouvrière, qui unifie les différents mouvements sociaux. On approuve aussi un Manifeste et un calendrier de meetings dans les principales capitales du pays contre la corruption, les réformes et la politique économique du gouvernement. Les meetings ont été d'importantes manifestations d'avant-garde et ont contribué à ce que CONLUTAS continue à attirer des organismes dans tout le pays. Elle entre ainsi dans une phase de renforcement, en marche vers sa transformation en une nouvelle organisation nationale.

## Interview de Zé Maria de Almeida

**"Le Congrès peut être un moment historique de la classe ouvrière brésilienne"**

Le 18 août a eu lieu à Brasilia la Troisième Rencontre Nationale de CONLUTAS. Outre la discussion sur la situation nationale et les principales campagnes qu'il faudra promouvoir dans la prochaine période, on a aussi examiné les préparatifs pour le Congrès National de Travailleurs (CONAT), qui aura lieu du 28 avril au 1er mai 2006 dans la ville de São Paulo. Opinião Socialista, l'hebdomadaire du PSTU, a eu une interview sur le thème avec le camarade Zé Maria, membre de la Coordination Nationale et de la direction de la Fédération Dé-

mocratique des Métallos de Mines Gerais.

**Opinião Socialista : Quels sont les principaux sujets traités dans cette réunion en ce qui concerne la préparation du CONAT ?**

**Zé Maria**- Nous avons peaufiné la définition des critères pour l'élection de délégués, quelques points étant restés ouverts dans la Deuxième Rencontre Nationale d'août. Les critères pour les délégués des mouvements sociaux et de la jeunesse seront les mêmes que ceux utilisés pour les syndicats. Chaque organisme aura 5 délégués plus un délégué par 500 travailleurs de base ou par fraction de 250. Les oppositions auront 2 délégués, plus un délégué par 500 travailleurs ou fraction de 250, mais leur base de représentation sera le pourcentage de votes obtenu dans la

dernière élection, appliqué sur le nombre total de travailleurs du syndicat respectif. Les délégués seront élus en assemblée avec quorum de trois fois le nombre de délégués. Au cas où le quorum ne serait pas atteint, on pourra quand même élire des délégués, mais avec un nombre correspondant à un tiers des présents dans l'assemblée. Les critères sont détaillés complètement sur le site de CONLUTAS. Quant aux dates, les assemblées d'élection de délégués devront avoir lieu entre le 10 mars et le 16 avril, tandis que les inscriptions, qui correspondent à une accréditation provisoire, commencent le 2 mars et se terminent le 18 avril.

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

**A ton avis, comment doit-on mener cette discussion, en prenant en considération le calendrier qui va d'ici jusqu'à l'élection des délégués?**

**Zé Maria-** Il est fondamental que chaque syndicat, mouvement social et organisation de jeunes mène le débat à sa base. L'organisation que nous sommes en train de construire aura davantage de légitimité et de force dans la mesure où ses résolutions sont soutenues dans les discussions à la base. Cela vaut principalement pour les résolutions de ce Congrès de fondation qui, évidemment, examinera des questions fondamentales comme le programme, les principes, les statuts. Après qu'aura eu lieu ce débat, il sera important qu'il y ait une socialisation de la discussion. En plus de discuter dans les organismes de chaque Etat ou région à la lumière de la réalité de chacun, il est important qu'on organise des rencontres, des séminaires, où participent tous les organismes qui prennent part à CONLUTAS. Pour cela, la Coordination devra faire une première systématisation des propositions débattues dans la base jusqu'à fin novembre de cette année et la mettre à disposition pour aider le débat dans les activités régionales.

**Comment se mènent les discussions ? Ont-elles déjà commencé ?**

**Zé Maria-** Les discussions sont en train de

commencer et il y a encore beaucoup d'inégalités. Dans certains organismes, elles ont avancé davantage, mais dans d'autres, la discussion à la base n'a pas encore commencé. Il faut surmonter cela. Un effort conscient en ce sens est nécessaire, de la part des dirigeants des organismes et des coordinations de CONLUTAS par Etat. En outre, nous devons étendre la participation à CONAT en cherchant des organismes qui ne font pas



encore partie de CONLUTAS pour qu'ils rejoignent l'effort pour construire une alternative pour les luttes des travailleurs brésiliens.

**La Fédération Démocratique des Métallurgistes de Minas Gerais élabore une proposition de statut comme contribution pour les discussions. A ton avis, quelles sont les principales nouveautés de cette proposition ?**

**Zé Maria-** Notre idée est de construire une nouvelle organisation, supérieure à celles qui ont existé jusqu'à présent. Il y a, en ce sens, plusieurs nouveautés dans la proposition que la Fédération met en discussion. La première est que la nouvelle organisation doit regrouper tous les segments de la classe ouvrière. Elle prétend donc regrouper en son sein, outre les syndicats, les mouvements sociaux et populaires ainsi que les organisations de la jeunesse estudiantine et non-estudiantine. La seconde est que nous proposons une nouvelle structure de direction, sous contrôle beaucoup plus strict des organismes de base de CONLUTAS. Il n'y aurait pas une direction élue en Congrès, ni mandat fixe de dirigeants. La Coordination Nationale de cette nouvelle organisation serait composée de représentants de tous les organismes et mouvements qui font partie de CONLUTAS et ceux-ci pourront maintenir leurs représentants ou les changer à chaque réunion. Les Congrès se consacraient plutôt au débat politique, à la définition de la plate-forme et aux plans d'action.

**Un autre message ?**

**Zé Maria-** Nous pouvons dire qu'à partir de cette réunion, nous sortirons avec beaucoup de force en direction de CONAT. Maintenant, la tâche de tous est d'aller au Congrès, qui peut être un moment historique de la classe ouvrière brésilienne.

## Glossaire

**CLMP** - Coordenação de Lutas do Movimento Popular Brasil - Coordination de Luttes des Mouvements Populaires, fondée en janvier 2005

**CMS** - Coordinadora de Movimientos Sociales Equateur - Coordination de Mouvements Sociaux

**CNB-CUT** - Confederação Nacional dos Bancários – CUT Brésil - Coordination Nationale des Travailleurs de Banque affiliée à la CUT

**COB** - Central Obrera Boliviana Bolivie - Centrale Ouvrière Bolivienne

**CONAT** - Congresso Nacional de Trabalhadores Brasil - Congrès National de Travailleurs

**CONLUTAS** - Coordenação Nacional de Lutas Brasil - Coordination Nationale des Luttes

**CONLUTE** - Coordenação Nacional de Luta dos Estudantes Brasil - Coordination Nationale de Luttes des Etudiants

**CTA** - Central de los Trabajadores Argentinos Argentine - Centrale des Travailleurs Argentins, fondée 1992

**CUT** - Central Única dos Trabalhadores Brasil - Centrale Unique des Travailleurs, fondée 1983

**FENAFISCO** - Federação Nacional do Fisco Estadual Brasil - Fédération Nationale des Fonctionnaires des Impôts, fondée 1979

**MNOB** - Movimento Nacional de Oposição Bancária Brasil - Mouvement National de l'Opposition des Travailleurs de Banque

**MST** - Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra Brasil - Mouvement des Travailleurs Paysans Sans Terre, fondé 1984

**MTL** - Movimento Terra e Liberdade Brasil - Mouvement Terre et Liberté

**MUST** - Movimento Urbano dos Sem Teto Brasil - Mouvement Urbain des Sans-Toit (SDF)

**PCdoB** - Partido Comunista do Brasil Brésil - Parti Communiste du Brésil

scission du Parti Communiste Brésilien (1962)

**PSTU** - Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado Brasil - Parti Socialiste des Travailleurs Unifié - section brésilienne de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

**PT** - Partido dos Trabalhadores Brasil - Parti des Travailleurs - le parti de Lula, fondé en février 1980

**UNE** - União Nacional dos Estudantes Brasil - Union Nationale des Etudiants

# La laïcité menacée

*Cet article complet et met à jour notre dossier paru dans l'Internationaliste n°51 de mars 2004.*

La commémoration du centenaire de la loi de 1905 de séparation de l'église (des églises !) et de l'Etat, le 9 décembre 2005, a donné lieu à des cérémonies généralement discrètes, le débat ayant souvent tourné autour d'une « relecture » du texte, tant celui-ci est devenu insupportable à la bourgeoisie.

En effet, dans une Europe et dans un monde dominés par l'idéologie dictée de Rome, Jérusalem, La Mecque ou le département d'état US, la laïcité de l'Etat et celle de l'école sont présentées, au mieux, comme des anachronismes qui n'ont pas de place à l'heure de la mondialisation capitaliste.

Depuis longtemps, nombreuses sont les voix à droite ou à extrême droite qui en réclament la fin. Des voix recevant de plus en plus souvent le soutien de certains à « gauche » et à même à « extrême gauche ». Ces derniers, ralliés à la défense inconditionnelle de la liberté religieuse, oublient trop aisément... les agnostiques et les athées pourtant vilipendés par les tenants de l'idéologie dominante. Dans l'extrême gauche, c'est « le monde à l'envers ».

Aussi, nous aborderons ici la défense de la laïcité du point de vue de la situation française. Même si nulle part dans le monde cette question, ou celle du « régime » de l'Etat bourgeois (dictature militaire, théocratie, monarchie ou république parlementaire), ne peut être ignorée, laissée de côté ni remise à plus tard par les militants révolutionnaires.

## Qu'est-ce que la loi de 1905 ?

Les lois de 1901 (liberté d'association) et de 1905 (séparation des églises et de l'Etat) apportent partiellement satisfaction au programme des socialistes (les révolutionnaires de l'époque), et non seulement en ce sens qu'elles ouvrent un champ important pour la création d'associations ouvrières. Aussi, une citation pour mémoire : « 5. Séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. Toutes les communautés religieuses sans exception seront traitées par l'Etat comme des sociétés privées. Elles perdent toute subvention provenant des deniers publics et toute influence sur les écoles publiques. (On ne peut tout de même pas leur défendre de fonder, par leurs propres moyens, des écoles, qui leur appartiennent en propre, et d'y enseigner leurs bêtises !) (F. Engels, 21 juin 1891, Critique du Programme d'Erfurt, Editions sociales, Paris

1972, p.106).

La laïcité de l'Etat et de l'école sont le fruit d'un affrontement de classe multiséculaire, bien que la loi de 1905 soit une loi de compromis, adoptée in extremis à un moment donné : celui de l'avènement de l'impérialisme qui a signé la fin de l'époque révolutionnaire de la bourgeoisie. Fort logiquement, s'accordant à la nouvelle situation mondiale, la bourgeoisie va immédiatement se retourner contre cette ultime conquête démocratique.

**Insistons. Car de par le monde, nombreux sont les militants, y compris des révolutionnaires, qui ont tendance à remplacer, dans les faits ou dans leur programme, ce passage de la « Critique du Programme d'Erfurt » par le premier amendement de la Constitution des USA.** Or, la loi de 1905, mettant fin au catholicisme comme religion d'Etat, n'établit pas la liberté religieuse, *mais* la liberté de conscience. Ceci *intègre* la liberté religieuse, mais *aussi* l'agnosticisme et l'athéisme. Dans tous les cas, la loi de 1905 est nettement plus « progressiste » que les régimes de liberté - ou de non exclusivité - religieuse existant dans de nombreux pays... Ainsi, par exemple, le délit de blasphème abrogé par la loi de 1905, est-il toujours en vigueur (même si non appliqué) au Royaume-Uni. Et ne parlons pas de l'Italie...

## « L'impérialisme : la réaction sur toute la ligne » Lénine

Dès son adoption, cette loi est contestée, contournée. La première atteinte arrive avec l'annexion de l'Alsace et de la Moselle à l'Allemagne, au moment du vote (1871-1919, puis 1940-1945). Cet événement sert encore de prétexte au maintien de ces trois départements hors du champ d'application de la loi de 1905 : le concordat avec le Vatican et des pans entiers de la législation bismarkienne y sont toujours en vigueur !

Dès 1931, la loi de finance intègre comme une *obligation* liée à la liberté de l'enseignement la *nécessité* de financer les écoles privées.

En 1940, le régime pronazi du maréchal Pétain et sa législation fortement antisémite et raciste remplacent la IIIème République : la loi de 1905, entre autres, est alors foulée aux pieds. On assiste à un retour au premier plan, et dans tous les

domaines de la vie publique, de la hiérarchie catholique, celle-ci et l'ensemble de la réaction considérant l'avènement d'un tel régime comme « une divine surprise » : c'est une politique ouvertement cléricale qui est menée pendant ces années noires. Le régime de « l'Etat français » prétend bâtir des communautés assises sur l'association capital-travail, les syndicats ouvriers officiels étant intégrés à cette « nouvelle » forme d'Etat : c'est le *corporatisme*..., vieille revendication de l'église catholique, contenue dans une encyclique papale de 1891.

## Un patient travail de sape

Depuis 1945, du fait des exactions du régime de Vichy et du nazisme, il est interdit d'établir des statistiques sur l'appartenance religieuse, la « race » ou l'« ethnologie » des habitants de ce pays, et de faire figurer ce type de renseignements sur des documents publics ou privés, à caractère officiels ou légal. Ainsi, chez un armurier parisien, le cinéaste Michael Moore n'aurait pas eu à s'interroger sur l'orthographe du mot « caucasien » (*Bowling for Columbine*), une telle « classification » étant... illégale. Sur les appartenances religieuses, il n'y a que des « estimations » basées, généralement, sur les chiffres publiés par les organisations religieuses elles-mêmes. On *estime* donc qu'il y a 3 millions de musulmans et 600 mille juifs en France.

Parenthèse. Une politique de « discrimination positive », telle que la souhaite Sarkozy, imposerait de remettre à l'ordre du jour ce type de statistiques pour établir des quotas positifs ou... négatifs, avec des expulsions à la clé... C'est plus facile que de combattre les 60% de patrons qui « avouent » appliquer une « préférence nationale » raciste, lors des entretiens d'embauche. Fermons la parenthèse.

L'arrivée de De Gaulle « aux affaires » en 1958, suite au coup d'état que l'on sait, déclenche une série de remises en cause (1959, 1977, 1978). Les aumôniers se multiplient dans les collèges et lycées publics. On assiste à l'extension permanente du financement de l'enseignement privé, majoritairement catholique, sur fonds publics. Cette négation du principe « *fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée* » est confirmée en 1992, sous le gouvernement « socialiste » de P. Bérégovoy, par les accords Lang-

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)  
Cloupet.

Dorénavant, la somme par élève versée par l'Etat dans l'enseignement privé croît régulièrement, pendant que les sommes versées dans l'enseignement public décroissent : c'est un moyen de privatiser l'instruction publique... surtout depuis que, « grâce » à Chirac-Raffarin-Sarkozy et à la provocation du « voile », un enseignement privé musulman se met discrètement en place, financé en parti sur fonds publics.

Le nouveau prétexte à la remise en cause de la laïcité est donc trouvé : il faut former des imams en France et construire des mosquées sur fonds publics, pour « faire sortir l'islam des caves » et le soustraire à l'influence salafiste... Après le « musée d'art religieux » adossé à la cathédrale d'Evry -ou à telle autre église, ou à telle synagogue- pour permettre le financement public de leurs constructions, voici venu le temps des centres culturels islamiques abritant, tel celui d'Orly et bientôt celui de Créteil, une... salle de prière !

Contrepartie de ce financement public : les prêtres, pasteurs, rabbins et imams ne se font pas prier pour intervenir dans le maintien de l'ordre, réinvestir la sphère publique, se réengager *es qualité* en politique. Revoilà le cléricisme, désormais multicéphale et revêtu des oripeaux de la réaction démocratique, à l'américaine.

A travers la bruyante intervention de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) -par le biais d'une « fatwa » condamnant les violences- mais aussi celles du grand rabbin de Paris ou de l'évêque d'Evry, les émeutes de novembre ont été le moment de l'officialisation, par N. Sarkozy, de la nouvelle place du religieux dans la société. C'est le retour des communautés est des « corps intermédiaires », chers à l'ancien régime et à Pétain, avec leur discipline de fer.

### **Les communautés pour maintenir l'ordre**

Au nom de la lutte contre le « communautarisme », on assiste en réalité à l'apologie du communautarisme, d'une société « multiethnique » ou « multiculturelle » basée sur la juxtaposition de communautés fermées et antagonistes. La somme et l'équilibre des préjugés qui s'affronteraient librement (premier amendement...) seraient la nouvelle définition de la démocratie bourgeoise. Chacun à sa place et que personne ne se trompe de trottoir.

Comme disait un patron anglais, interrogé à la radio après les émeutes de novembre

en France : « Quand on a une clientèle multiethnique, il est *normal* d'avoir un personnel multiethnique ». Faut-il conclure que quand on a une clientèle blanche, il est *normal* de n'avoir que des employés blancs. Et idem pour les Noirs. Les bonnes intentions, l'enfer.

Quand l'élu UMP Eric Raoult ose se répandre, dans un périodique d'extrême droite, sur le fait que Clichy-sous-Bois serait « la honte de la France », M le maire de la ville voisine du Raincy « oublie » que s'il existe des Clichy-sous-Bois, c'est justement parce qu'il existe des Raincy et des Neuilly-sur-Seine : « *Le ghetto n'est pas le produit de ceux qui y vivent, mais de ceux qui n'y vivent pas. C'est la pouvelle géographique du racisme institutionnel et de l'oppression économique* » (Tim Wise, Black Commentator). En d'autres termes, les riches ayant peur des pauvres, qu'ils haïssent et méprisent, ils se regroupent entre « gens bien » dans des Raincy ou des Neuilly. Tandis que les pauvres et, plus généralement, les prolos sont-ils livrés au contrôle de la police et des chefs de communauté. Ce pourrait être une définition pertinente de la « laïcité ouverte ».

Aujourd'hui, le statut concordataire d'Alsace-Moselle, qui devrait être abrogé, est cité au contraire comme un exemple à généraliser ! Et c'est au nom de la défense de la laïcité que le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy s'attaque à la laïcité. Les tenants de cette politique, qui se présentent comme des modernes, appellent cela « laïcité ouverte ». Ceux qui osent s'y opposer sont aussitôt dénoncés, à droite comme à « gauche », qualifiés de « laïcistes », dénigrés et accusés de « passésistes », « laïcards » ou... « intégristes laïques » !

### **Laïcité, solidarité et service publique : le triptyque à abattre**

Le capitalisme à l'époque de l'impérialisme et la mondialisation financière condamnent les services publics et les systèmes de solidarité basés sur des organismes publics. Tout ce qui est rentable à vocation à être privatisé ; et ce qui n'est pas rentable, mais demeure utile au maintien de la domination capitaliste, a vocation à être subventionné. L'Etat se replie alors sur ses fonctions régaliennes (police, armée, justice, collectage des impôts), et les branches de l'édifice que sont les services publics nés du combat de classe pour l'amélioration des acquis ouvriers et démocratiques sont coupées.

Aujourd'hui affaiblis, les réseaux de l'appareil stalinien -qui jadis canalisèrent, encadraient et jugulaient les revendica-

tions et frustrations dans les « quartiers difficiles »- cèdent-ils le terrain aux organisations caritatives religieuses. Celles-ci ont une longue expérience derrière elles, ayant eu en quelque sorte le monopole de cette activité... jusqu'en 1905 !

Les services publics d'entraide et de solidarité, issus de l'Etat et des collectivités locales, sont supprimés et remplacés par des subventions des régions département et communes, versées à la CIMADE, au secours catholique, au secours islamique, au secours populaire français, aux restaurants du coeur, etc. Les impôts baissent pour les plus riches, alors que les dons aux organisations caritatives ou de recherche médicale sont... déductibles des impôts.

Les fondations privées font du mécénat en hôpital (les fameuses « pièces jaunes » de Bernadette Chirac et David Douillet...), pendant que le budget du ministère de la santé rétrécit comme peau de chagrin et que les programmes de recherches sont menacés. Des établissements publics sont fermés sous prétexte de « surcapacité », pendant que les cliniques privées et « établissements pour personnes âgées dépendantes » prolifèrent : un marché lucratif pour l'Europe vieillissante.

Nul doute que les congrégations religieuses, qui avaient été chassées de l'organisation des soins dans les hôpitaux publics, vont y faire un retour en force. La pénurie de praticiens et d'infirmières consciemment organisée gouvernement après gouvernement, depuis 30 ans, ouvre en effet un champ immense aux prétentions cléricales.

### **Il faut choisir**

Voilà ce à quoi aboutissent les attaques permanentes, depuis un siècle, contre la laïcité de l'Etat, de l'école et des services publics. Nous sommes pleinement conscients que le maintien et le renforcement des conquêtes ouvrières et démocratiques impliquent la victoire de la révolution socialiste. Sinon, la barbarie l'emportera.

Maintenant, doit-on subordonner la défense des conquêtes à la victoire de la révolution socialiste ? Non, car ce serait une position ultra gauchiste (« l'école publique est au service du capital, donc à bas l'école publique et vive... l'analphabétisme ! »). Plutôt faire, de la défense de ces conquêtes, un levier mobilisateur pour la révolution socialiste, conscients que seule cette dernière permettra de maintenir les acquis et même de les étendre comme jamais auparavant.

# La liquidation de l'enseignement public : un enjeu central pour le patronat afin de baisser les coûts de productions

Le gouvernement Villepin-Sarkozy poursuit plus que jamais sa politique de liquidation systématique de toutes les conquêtes sociales et de tous les services publics. Après les privatisations d'EDF-GDF et des autoroutes, c'est au tour de la poste et de la SNCF d'être touchées. Chirac a annoncé sa volonté de réformer le mode de financement de la sécurité sociale, une fois de plus au détriment des travailleurs et pour le plus grand bénéfice des patrons et des actionnaires. Le 1er janvier 2006, est entrée en vigueur la loi qui modifie le mode d'indemnisation des chômeurs. Il s'agit d'un véritable flicage des chômeurs, avec un entretien obligatoire par mois à l'ANPE et l'obligation d'accepter n'importe quel emploi sous peine de perdre ses indemnités. Le gouvernement a décidé de supprimer près de 6850 emplois dans la fonction publique en 2006. Il ne s'agit là que des exemples les plus frappants. La politique du gouvernement se traduit par toute une série de mesures de régression sociale qui affectent l'ensemble des travailleurs et précarisent particulièrement les jeunes et les immigrés. Cette notamment cette politique qui est à l'origine de la révolte de la jeunesse des quartiers populaires en novembre 2005. Dans ce contexte, les attaques dirigées contre l'enseignement revêtent un caractère central. Il y a, de la part du gouvernement, la volonté affichée d'en finir avec l'enseignement public afin de réduire les dépenses publiques et surtout afin de liquider les diplômés pour baisser les coûts de production.

## La liquidation de l'enseignement scolaire

Si l'on regarde en détail quelques chiffres qui concernent l'éducation, on se rend compte de la brutalité des attaques du gouvernement. La carte scolaire 2006 publiée en décembre prévoit une baisse de 2083 postes dans les lycées et collèges. Ces suppressions touchent particulièrement le nord et le nord-est de la France. A titre d'exemple, l'académie de Lille perd à elle seule près de 650 postes.

Il faut ajouter à cela le nombre dramatiquement bas de postes ouverts dans les concours de recrutement de l'éducation nationale. Pour 2006, 23500 postes sont ouverts. Il n'y a, par exemple, que 12000 postes à pourvoir dans le second degré contre 13800 en 2005. En 2005, le nombre

total des recrutements s'élevait à 29550 postes, alors que le chiffre de 2006 est le plus bas depuis 2001.

La baisse du nombre de postes touche toutes les catégories des personnels. Ainsi le nombre de surveillants est particulièrement bas. Après la liquidation du statut de MI/SE de nombreux établissements sont confrontés à des situations critiques, ce qui se traduit notamment par l'augmentation des violences scolaires. Face à cette situation, la seule réponse du gouvernement est l'envoi de flics dans les établissements scolaires.

A cela il faut ajouter la question budgétaire. Sur les 59,74 milliards d'euros attribués à l'enseignement scolaire de premier et second degrés en 2006, près de 7 milliards vont à l'enseignement privé, qui est essentiellement un enseignement confessionnel. Alors qu'il y a un manque criant de moyens humains et matériels dans l'enseignement public, le gouvernement remet profondément en cause la laïcité en finançant l'enseignement privé. C'est la raison pour laquelle il faut exiger que les financements publics aillent exclusivement à l'enseignement public.

## Une politique de liquidation qui touche également l'enseignement supérieur.

A la rentrée 2005 toutes les universités sont passées au système LMD. C'est une étape importante de la logique de privatisation de l'enseignement supérieur. L'application de ce système a de nombreuses conséquences négatives pour les étudiants, les personnels et les enseignants. L'application de cette réforme s'est traduite par l'accentuation des problèmes déjà existants (augmentation des frais d'inscriptions, filières surchargées etc...) auxquels se sont ajoutés les suppressions de filières, les suppressions de sessions de rattrapage, les suppressions d'examens terminaux qui permettent aux étudiants de faire des études tout en travaillant, les refus d'inscriptions etc. Il faut noter que les CROUS sont également touchés par cette logique de privatisation. Ainsi le désengagement financier de l'Etat des CROUS a eu pour conséquences que les bourses n'ont pas été versées pendant les premiers mois de l'année scolaire 2005-2006. Dernièrement ce sont les questions budgétaires qui ont été

au centre des débats.

## La question des budgets : une manière de relancer « l'autonomie des universités »

L'autonomie des universités est le dernier grand aspect des objectifs du processus de Bologne qui n'a pas été clairement codifié dans une loi, même si l'autonomie se met en partie en place avec l'application des ECTS/LMD. La question de l'autonomie des universités a été mise en avant par tous les gouvernements depuis plusieurs années. Premièrement appelés autonomie des universités puis modernisation universitaire, ces projets ont été retirés sous la pression des mobilisations étudiantes de 2002 et 2003, permettant aux différents gouvernements de lâcher du lest tout en avançant sur l'application des ECTS/LMD. L'autonomie a notamment des conséquences en matière de budget.

En 2005, plusieurs établissements d'enseignement supérieur ont fait une expérimentation partielle de la LOLF. Avec cette nouvelle loi, les budgets ne se font plus par ministère mais par missions, divisées elles-mêmes en programmes. Cette réforme de la gestion du budget a pour objectif de réduire les coûts pour « équilibrer » les finances de l'Etat. La LOLF vise, entre autre chose, à fixer des « objectifs nationaux », en d'autres termes il s'agit d'opérer des coupes supplémentaires dans les dépenses publiques. En appliquant ce système, les universités ont des objectifs budgétaires chiffrés à atteindre. A ce sujet un article publié dans *Le monde* dit : « Désormais tenues de justifier l'utilisation de leurs crédits « au premier euro », les universités espèrent se trouver mieux armées pour négocier avec leurs partenaires : Etat, collectivités, entreprises ou Union Européenne. Elles voudraient aussi voir leur activité scientifique mieux reconstruite, grâce à des indicateurs de publications et de brevets permettant de différencier leur contribution de celle des organismes de recherche ». C'est on ne peut plus clair : désormais les universités sont mises en concurrence et cherchent à être compétitives sur le marché de l'éducation, défini comme le « marché du 21ème siècle » par l'OMC.

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

Pour faire face au désengagement financier de l'Etat, notamment mis en place par le biais de la régionalisation, les universités doivent aller à la pêche aux financements auprès des entreprises. Or quand les entreprises financent quelque chose, ce n'est pas par bonté de cœur. Les contreparties à ce financement, c'est le droit de regard pédagogique sur le contenu des diplômes, la main d'œuvre bon marché voire gratuite des stagiaires, etc. Dans le même article du monde il est écrit : « Si les grandes universités sont prêtes à ce bouleversement, les plus modestes devront accomplir *« un gros travail d'adaptation »*, souligne la Conférence de présidents d'universités (CPU) : *« Elles vont devoir se doter d'un vrai contrôle de gestion, ce qui est aujourd'hui loin d'être toujours le cas. »* Le bénéfice de l'autonomie ne pourra se concrétiser que si de véritables compétences de gestion existent à l'échelon où se prendront les décisions ». Là encore, difficile d'être plus explicite. Les « petites universités » devront devenir rentables ou bien elles disparaîtront. Quant aux « grandes », elles pourront se regrouper au sien de pôles d'excellence pour être compétitives.

A ce sujet le cas de l'université de Paris 3 est particulièrement évocateur. Dans le cadre de la mise en concurrence des universités cet établissement est amené à être regroupé avec Paris 6, Paris 9, l'EHESS, et l'ENS Ulm. Ce regroupement correspond à ce qui était prévu dans le plan U3M: les pôles d'excellences. Ce regroupement risque de se solder par la suppression de postes d'enseignants et de personnels, ainsi que par la disparition des filières non rentables ou bien qui sont en « double » dans les universités ayant signé l'accord Paris-Universitas. Cela apparaît on ne peut plus clairement dans le rapport commandé par le ministère de l'éducation nationale sur la mise en place du LMD publié en juin 2005. Les auteurs de ce rapport se félicitent que les présidents d'université « *brisent un tabou* » en exprimant la volonté de « *fusionner les universités* ». D'après ce rapport, ces fusions se traduiront par « *une rationalisation introduite dans les formations* » grâce à « *la suppression de redondances, la réduction des horaires dans certaines disciplines ou même pour l'ensemble des cours magistraux* » ; et par le fait que certaines « *unités d'enseignement ne soient pas ouvertes en deçà d'un effectif minimum d'étudiants* ».

En décembre 2005, les sénateurs ont voté le projet de loi sur la recherche en attribuant à la MIRE 20, 68 Md d'euros. Ce texte prévoit de faire passer les crédits destinés à la recherche à près de 24 milliards d'ici à 2010. En fait cette hausse correspond à la création de PRES, qui

pourront bénéficier de crédits d'impôts, pour permettre de favoriser les rapprochements entre le public et le privé, et développer mes passerelles entre la recherche et les entreprises. Cela correspond à la soumission de la recherche aux intérêts privés.

D'autre part, il n'y a qu'une partie de ce budget qui va effectivement aux universités. C'est le programme intitulé « formations supérieures et recherche universitaire » ; son budget est de 9,9 Md d'euros. Cette somme a été amputée de près de 67 Millions d'euros par rapport au projet de loi de finances initial. Dans le même temps les universités étaient amenées à voter leurs budgets respectifs. Dans ce contexte, quatre universités ont rejeté leur budget, refusant ainsi de gérer une situation de pénurie généralisée et refusant la politique de désengagement financier de l'Etat. Les universités qui ont voté leur budget dans ce contexte ont consciemment accepté la politique de liquidation de l'enseignement supérieur public.

Comme pour en rajouter une couche, Nicolas Sarkozy a déclaré lors de ses vœux, le 12 janvier 2006, qu'il fallait réduire les dépenses publiques, ce qui se traduit au niveau de l'enseignement supérieur par une plus grande autonomie des universités.

### **Casser les diplômes nationaux : une nécessité pour le patronat afin de baisser le coût du travail**

D'un côté, il y a les effets d'annonce : réduire le chômage, notamment celui des jeunes, passer de 38% d'étudiants diplômés en 2003 à 50 % en 2010, passer de 78% d'étudiants insérés professionnellement en 2003 à 88% en 2010 etc. ; et il y a les réels objectifs et les mesures prises ou proposées. C'est l'apprentissage à 14 ans, c'est la multiplication des stages, c'est la fin des diplômes à vie, c'est la multiplication de contrats précaires (notamment le CNE), bref c'est la précarisation généralisée. Toujours pour répondre au chômage de masse, le gouvernement envisage de faire passer l'âge de la retraite à 65 ans voire plus, alors qu'il va y avoir de nombreux départs en retraite, ce qui permettrait d'embaucher massivement. De son côté, le patronat fait du chantage aux délocalisations et procède à des augmentations de temps de travail sans augmentation de salaire.

Il y a un point commun entre tous ces faits : faire baisser les coûts du travail, pour faire baisser les coûts de production. La meilleure manière d'y arriver, est de liquider les diplômes nationaux (en les

individualisant) reconnus dans le code du travail et dans les conventions collectives. Ainsi le gouvernement s'appuie sur les conclusions du rapport sur la mise en place du LMD qui préconise « *des diplômés capables de s'adapter en permanence aux évolutions économiques et sociales* » et « *la professionnalisation des études supérieures* ». C'est la même logique qui se retrouve dans la réforme du Bac contre laquelle se sont mobilisées les lycéens en 2005. C'est également la même logique qui se retrouve dans la mise en place d'un *socle commun de connaissances* à l'école primaire.

### **Comment combattre la privatisation de l'enseignement public**

Face à cette situation dramatique, les partis politiques de l'ex-« gauche plurielle », les syndicats majoritaires étudiants et enseignants ne font rien pour remettre en cause cette politique du gouvernement. Et pour cause ! Comment ces partis et syndicats pourraient-ils combattre des mesures qu'ils ont eux-mêmes contribué à mettre en œuvre ? C'est notamment ce qu'ils font lorsqu'ils appellent à des journées d'action isolées. Ces journées d'action à répétition, sans lendemain, servent avant tout à démoraliser et à boucher toute perspective de mobilisation. Lorsque un mouvement commence quelque part, comme ce fut le cas du mouvement étudiant à Rouen en septembre-octobre 2005, tout est fait pour qu'il ne s'étende pas. Dans le contexte actuel, toutes les conditions sont réunies pour qu'il y ait un mouvement national d'ampleur, ce dont ne veulent surtout pas les directions syndicales, puisque cela se ferait notamment contre elles et leur politique d'accompagnement des réformes de privatisation. En effet, en s'associant à la gestion des universités, les syndicats ne mènent plus une politique indépendante.

Plus que jamais il est donc nécessaire de créer un syndicat étudiant indépendant qui défende de manière conséquente les intérêts des étudiants, en tant que travailleurs en formation. Un syndicat étudiant qui fasse jonction avec les syndicats d'enseignants et personnels administratifs ou techniques, seul perspective efficace pour combattre de manière inconditionnelle la liquidation de tous les droits sociaux collectifs. La mobilisation est le seul moyen d'arriver à stopper la logique de privatisation des universités.

C'est à quoi s'emploient les militants étudiants du GSI : aider de toutes leurs forces à la construction d'un véritable syndicalisme unitaire et de lutte ; travailler sans relâche à aider à la mobilisation de tous pour stopper le démantèlement et la privatisation de l'enseignement public.

### Faisons de ces élections un référendum pour dire non à la fermeture et à la vente de Paris 3-Censier

Depuis sa création la FSEUL se bat contre les politiques de privatisation de l'enseignement public. Dans la même logique, depuis le mois d'octobre, la FSEUL mène une campagne contre la fermeture et la vente de Paris 3-Censier, conséquence directe de la mise en place des ECTS/LMD.

#### Les ECTS/LMD, fer de lance de la privatisation des universités

A cet égard, le rapport commandé par le ministère de l'Education Nationale sur la mise en place du LMD est très clair. Il préconise la création « de diplômés capables de s'adapter en permanence aux évolutions économiques et sociales » et « la professionnalisation des études supérieures ». De même, il se félicite que les présidents d'université « brisent un tabou » en exprimant la volonté de « fusionner les universités ». D'après ce rapport, ces fusions se traduiront par « une rationalisation introduite dans les formations » grâce à « la suppression de redondances, la réduction des horaires dans certaines disciplines ou même pour l'ensemble des cours magistraux » ; et par le fait que certaines « unités d'enseignement ne soient pas ouvertes en deçà d'un effectif minimum d'étudiants ».

En d'autres termes les suppressions de filiè-

res ( ex. communication est devenue une simple option de la licence de lettres), le refus d'inscription de nombreux étudiants, (par exemple 150 étudiants en M1 de LEA), la suppression du droit à l'examen final ( par ex. en médiation culturelle ou en FLE), la suppression de la session de rattrapage de septembre (qui touchent tous les étudiants et plus particulièrement les plus fragiles, c'est-à-dire ceux qui doivent travailler pour financer leurs études ou qui ont eu des problèmes de santé) sont les conséquences directes de la mise en place des ECTS/LMD qui portent en elles la privatisation des universités. C'est dans cette perspective de privatisation des universités publiques que s'inscrit la fermeture et la vente de Paris 3-Censier.

#### L'amiante : prétexte pour fermer et vendre Paris 3-Censier

L'« argument du désamiantage » utilisé par l'administration et relayé auprès des étudiants par l'UNEF et la Cé couvre la politique de désengagement financier de l'Etat de l'enseignement public, et justifie ainsi de façon honteuse la fermeture de Censier.

Pour nous, il est clair qu'en agissant de la sorte, UNEF et Cé, ne défendent pas les intérêts matériels et moraux des étudiants. Ce sont donc tout sauf des syndicats !

**Si l'amiante représente effectivement un problème de santé publique, pourquoi ne pas désamianter Censier pendant les vacances ?**

**La fermeture et la vente de Paris 3-Censier correspond en fait à une opération immobilière.**

**Le rapport Hespel qui préconise la vente de Paris 3-Censier, affirme que cette opération de spéculation immobilière rapporterait autour de 270 millions d'euros à l'Etat.** Le problème de l'amiante n'est donc qu'un prétexte pour justifier la fermeture et la vente de Paris 3-Censier au privé... après travaux de désamiantage aux frais du contribuable et des étudiants, bien sûr !

En déménageant sur Jussieu, il s'agit aussi de constituer un pôle d'excellence qui regrouperait plusieurs universités. C'est ce qui est synthétisé dans l'accord Paris Universitas. Le gouvernement fait d'une pierre deux coups : il brade le patrimoine public tout en accélérant le processus de privatisation des universités. Son objectif central, c'est la fermeture de Paris 3-Censier.

#### L'accord Paris Universitas

L'accord Paris Universitas (signé entre Paris 3, Paris 6, Paris 9, L'ENS Ulm et l'EHESS, en juillet 2005) a pour objectif la constitution d'un pôle d'excellence. C'est-à-dire d'une université privatisée, compétitive et concurrentielle, dans le cadre du marché mondial de l'éducation. L'accord Paris Universitas est donc intrinsèquement lié à la logique de privatisation, c'est à dire aux ECTS/LMD. Cet accord correspond à l'application de fait de la loi dite d'autonomie des universités, qui vise à mettre en concurrence les établissements de l'enseignement

(Suite page 18)

#### L'Unef vous ment

Le 14 décembre 2005 des représentants de l'Unef manifestent devant l'Assemblée Nationale contre les coupes budgétaires du budget de l'enseignement supérieur. Le 9/12/05, lors de la séance du Conseil d'Administration (CA) de Paris 3, les élus de l'Unef votent le budget de l'université de Paris 3, amputé de 200 000 euros. Question : à quoi « joue » l'Unef ? Pourquoi l'Unef a-t-elle tenté une pseudo mobilisation le vendredi 16 décembre 2005, veille des vacances, pour se rendre au ministère pour soi-disant demander des précisions sur la fermeture de Censier ?

Car, non seulement l'Unef ne s'oppose pas à la fermeture et à la vente de Paris 3-Censier, mais en plus elle ment sans aucun scrupule aux étudiants, puisque l'Unef connaît très bien les détails de ce plan. N'a-t-elle pas des élus au CA et au CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche) ? Les élus de l'Unef, comme ceux de la Cé, ont d'ailleurs voté contre la motion de la FSEUL qui demandait au CA de se prononcer contre la fermeture et la vente de Paris 3 Censier et de s'engager : à inscrire tous les étudiants, à rétablir la session de rattrapage de septembre et à respecter le droit à l'examen final pour tous les étudiants.

Nous pensons que l'Unef joue un double jeu. D'un côté elle adopte une opposition de façade pour se « couvrir » auprès des étudiants pour des raisons électoralistes et financières, et de l'autre elle approuve dans les Conseils de gestion des universités la mise en place des ECTS/LMD et, par conséquent, la politique de privatisation de l'enseignement supérieur public menée par le gouvernement.

(Suite de la page 17)

supérieur ; il correspond aussi à la volonté de « fusionner les universités » de la part des présidents d'universités.

**Faisons de ces élections un référendum pour dire non à la fermeture et à la vente de Paris 3-Censier**

**Pour nous, les élections sont un moyen et non une fin en soi. Selon nous, ces élections doivent donc servir de levier pour la lutte.** En effet, seule la mobilisation unie des enseignants, des étudiants et des personnels pourra empêcher la fermeture et la vente de Paris 3-Censier. **Ainsi, nous entendons mettre ces élections au service de**

### **Le conseil d'administration m'a tué ...**

Nous n'attendons rien d'un conseil d'administration (CA) qui a voté la mort de l'université publique contre les intérêts des étudiants, des enseignants et des personnels. En acceptant de fait la fermeture de Paris 3-Censier et en votant le budget qui va avec, lors du CA du 9/12/05, la majorité des membres du CA (à l'exception des représentants de la FSEUL) a commis une lourde erreur. En agissant de la sorte, les membres du CA de Paris 3 ont accepté la politique de liquidation des universités publiques menée par le gouvernement. C'est là un acte suicidaire ! **D'autres CA d'universités (université du Maine, de Bretagne occidentale et de Rouen) ont rejeté dans un réflexe de survie, et donc à juste titre, leur budget respectif.**

**la mobilisation, et en faire un instrument dans notre campagne contre la fermeture et la vente de Paris 3-Censier.**

enseignants et les étudiants de Rouen, seule notre mobilisation dans l'unité, peut faire aboutir nos revendications.

Comme l'ont démontré les personnels, les

## **Pour l'abrogation des ECTS/LMD Pour empêcher la fermeture d'universités, dont Paris 3 Censier Pour que chaque étudiant puisse avoir une place dans la filière et l'université de son choix !**

**Préparons la mobilisation unie des étudiants, enseignants et personnels  
des universités**

### **Élections aux conseils centraux de Paris 3**

Les 10 et 11 janvier 2006 ont eu lieu les élections des représentants étudiants à l'université de Paris 3. Les résultats sont les suivants : Confédération Etudiante (cette organisation est affiliée à la CFDT) 318 voix, UNEF 276 voix (composée à Paris 3 de membres du PS et des JCR), FSEUL 162 voix, Feder (organisation soutenue par l'Union des Etudiants Juifs de France) 45 voix, UNI 34 voix. De ces résultats nous pouvons tirer plusieurs conclusions :

1° une abstention extrêmement massive de la part des étudiants. A peine 826 étudiants ont votés sur plus de 15500. Cela montre que les étudiants n'ont d'illusion ni envers les « organes démocratiques de l'université », ni envers les méthodes électoralistes des uns et des autres.

2° l'UNEF perd près de 260 voix par rapport aux élections précédentes. Cela montre les faiblesses des organisations qui se disent majoritaires chez les étudiants.

#### **La cogestion se paye cher !**

De son côté, la FSEUL tire un bilan positif de ces élections : de nouveaux adhérents, plusieurs dizaines de nouveaux contacts. Lors de cette campagne, la FSEUL n'a pas appelé à voter pour elle, se servant des élections comme d'une tribune pour continuer à combattre la fermeture et la vente de Paris3-Censier et dénoncer la cogestion.

**Après ces élections la FSEUL va continuer sa campagne contre la fermeture et la vente de Paris3-Censier.**

**FSEUL - Paris 3 :**

**local 332b à Censier - Tél : 01 45 87 40 93 - Courriel : censier.fseparis3@laposte.net**

# Palestine : l'Autorité chancèle sous la pression des masses en lutte

L'hospitalisation de Sharon plonge sans doute Israël dans l'incertitude sur le résultat des élections du 28 mars, mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle achève dans l'apothéose la conversion du bourreau des camps palestiniens en homme de paix. Le concert des voix diplomatiques est là pour en témoigner, avec à sa tête la France qui salue le boucher de Sabra et Chatila comme un homme « incontournable pour la paix » (Douste-Blazy).

Si on ajoute à cela la participation des travaillistes au gouvernement d'Union nationale, et le récent Ralliement de Shimon Perez à Ariel Sharon par pur opportunisme, le moins que l'on puisse dire, c'est que la différence du « faucon » à la « colombe » est assez ténue ! De toute façon, bien loin des étiquettes parlementaires, le peuple palestinien, qui subit au jour le jour l'oppression coloniale, militaire et raciste d'Israël, sait combien cette paix de Sharon ou de ses successeurs, c'est la paix de l'occupant, c'est la paix des cimetières.

## Le retrait de Gaza : une ruse de la colonisation.

Le retrait de Gaza et l'évacuation de 2% des colons avaient été orchestrés comme un « sacrifice douloureux » de la part du sionisme. Il s'est aussitôt révélé pour ce qu'il était réellement : un renforcement de l'offensive contre le peuple palestinien ; un redéploiement pour mieux briser une résistance de plus en plus forte. Gaza est plus que jamais un ghetto, une gigantesque et misérable prison contrôlée par Israël. On ne compte plus les menaces de coupure générale d'électricité, les interdictions de circulation des travailleurs, ou le gel des convois de bus pour la Cisjordanie...

Face à la résistance du peuple palestinien, le ghetto de Gaza est littéralement assiégé par l'armée, qui poursuit les « assassinats ciblés », véritables massacres au compte-gouttes, ou les bombardements de routes. Une « zone de sécurité » vient d'être créée au nord de Gaza, où toute présence palestinienne est interdite. Elle est régulièrement bombardée par l'aviation et l'artillerie israéliennes depuis fin décembre. Enfin, un plan militaire, qui prévoit la réoccupation de plusieurs régions de Gaza, vient d'être approuvé par le Ministre de la Défense Shaul Mofaz.

Surtout, la « diversion » de l'évacuation de Gaza a permis l'accélération de la colonisation en Cisjordanie. La construction du Mur de l'apartheid se poursuit. Voulu par les travaillistes (alliés de Sharon et Olmert dans le gouvernement d'Union nationale), la construction du mur détruit des plantations, brise des vies, expulse des familles entières, et annexe, inexorablement, des portions entières de territoires.

Le retrait de Gaza donne à nouveaux les moyens aux puissances impérialistes de soutenir la politique d'oppression *réelle* d'Israël sous le masque *mensonger* de la paix, en amadouant leurs propres opinions publiques.

## Le soutien des impérialismes américains et européens.

Car dans cette politique d'écrasement d'un peuple tout entier, le gouvernement israélien, peut compter sur le soutien sans condition des impérialismes US et européens. Plus que jamais les Etats-Unis, à l'heure du borbier irakien, ont besoin de la tête de pont impérialiste que représente Israël dans la région. Quant à l'Union européenne, elle a récemment encore affirmé sa position de soutien infaillible à la colonisation, en étouffant un rapport de ses diplomates à Jérusalem, lequel avait le tort de rappeler un peu trop de vérités sur la nature coloniale de l'Etat d'Israël.

Ce rapport insiste sur la volonté délibérée d'Israël d'« *achever l'annexion de Jérusalem* », par la poursuite de la colonisation, par la construction du mur qui soustrait de fait le territoire Jérusalem Est au reste de la Cisjordanie, par la politique d'épuration ethnique (démolitions de maisons par centaines, expulsions, pressions au départ). En affirmant que la « *la viabilité d'un Etat palestinien dépend en grande partie de la préservation des liens entre Jérusalem-Est, Ramallah et Bethléem* » et en constatant que « *la perspective de deux Etats, avec Jérusalem comme capitale de l'Etat palestinien, s'éloigne* », nos diplomates ne font pas autre chose que suggérer, un peu trop clairement, et peut-être même sans le vouloir, la réalité politique suivante : l'Etat d'Israël est fondé intrinsèquement sur la colonisation d'une terre que le sionisme jugeait « *sans peuple* ».

Cette colonisation n'a jamais cessé, quelles que soient les périodes, avec ou sans

« accords de paix ». Le sionisme a toujours eu pour objectif premier, sous une forme ou sous une autre, selon les périodes, l'occupation toujours croissante du territoire, et le maintien d'une majorité juive, transformant, au besoin, certaines zones en véritables ban-toustans misérables, sous contrôle militaire.

Dans le cadre des « deux Etats », la seule perspective qui resterait aux Palestiniens, serait celle d'un réseau morcelé de ghettos ! L'Etat palestinien « viable » (ou plutôt sur-viable), ce miracle qu'on obtiendrait par négociation, est une chimère, qui permet toutes les oppressions, et qui cherche à désarmer toutes les résistances ! Bush en personne l'avoue à mi-mots, quand il déclare qu'il n'y aura pas d'Etat palestinien avant la fin de son mandat.

## La résistance du peuple palestinien et la crise du Fatah.

Face à cette agression coloniale, soutenue et encouragée par les impérialismes américains et européens, le peuple palestinien lutte pour sa survie. La résistance est mue par la colère de ceux qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Cette résistance à l'occupation sioniste est, aux côtés de la résistance irakienne, à la pointe de la lutte contre la barbarie impérialiste à l'échelle mondiale. La portée de cette lutte gagne de la puissance, au point qu'elle provoque la crise au cœur des « institutions » palestiniennes, au cœur du parti dirigeant. Sous la pression des masses, le Fatah se craquelle.

Les caciques du parti, derrière Mahmoud Abbas, sont définitivement discrédités par leur corruption, mais surtout par leur collaboration avec Israël, par leur tentative d'étouffer la lutte armée, de passer des menottes aux masses poussées à bout, de bâillonner l'intifada, en livrant pied et poings liés le peuple au feu des chars et des F 16. Une aile « *renovatrice* », plus en lien avec le mouvement de lutte des masses, entre en conflit ouvert avec ce vieil aréopage. Groupée autour de la personnalité populaire de Marhouan Barghouti, symbole de la résistance des débuts de la seconde intifada, et des brigades Al-Aqsa, ces dirigeants n'ont pas renoncé à la lutte armée. Ils ne le peuvent pas, sous peine de se couper définitivement des masses.

(Suite de la page 19)

Ainsi, certains secteurs ont décrété la fin de la trêve avec l'occupant, conclue en 2004, et qui expirait ces jours-ci. La crise du parti est allée jusqu'à la présentation, dans un premier temps, de deux listes pour les législatives de fin janvier. Elle s'est même développée en affrontement armé, avec la prise d'assaut par les brigades Al-Aqsa, de la commission chargée des élections à Naplouse, ou encore leur coup de force au passage frontière entre Gaza et l'Egypte.

La crise est attisée par la montée en puissance du Hamas. La colère du peuple palestinien, sa détermination à lutter contre l'occupant s'expriment en partie par cette voie. A la suite du triomphe électoral du Hamas lors des dernières municipales (notamment à Naplouse, où il arrivait en tête), Amira Haas, journaliste à *Haaretz*, écrivait: « *La victoire du Hamas aux élections locales a fleuri sur*

*un terrain fertile. Les gens en ont assez des mensonges qui ont accompagné leurs vies durant les treize dernières années [depuis la signature des accords d'Oslo] ; qu'Oslo signifie la paix ; que la création d'une Autorité palestinienne est une victoire et un symbole, qui abolirait tous ses échecs ; que l'Autorité est un Eta . » (Haaretz.com, 21 décembre 2005).*

Les masses palestiniennes sont prêtes à l'affrontement. Mais en l'absence d'une perspective révolutionnaire qui pourrait donner une perspective à cette lutte, c'est le Hamas qui tire profit de cette situation dramatique. Sans proposer aucune issue par le haut pour les masses, le Hamas (à l'origine créé de toute pièce par les services secrets israéliens pour affaiblir l'OLP) rallie de plus en plus de palestiniens, par sa détermination apparente à lutter contre l'agresseur.

La crise est telle que la préparation des élections législatives du 25 janvier tourne au chaos. Par crainte de se voir affaiblir davantage par un succès du Hamas, l'Autorité palestinienne mène en surface la politique capitularde du « retour au calme ». En sous-main, elle n'a pas reculé devant la collaboration et la trahison envers son peuple, en menant des tractations avec Israël, pour faire annuler les élections, ou pour les reporter une nouvelle fois.

Mais que les élections aient lieu ou non, et quel que soit leur résultat, deux choses semblent certaines : elles resteront un simulacre d'élections « libres », avec les urnes à l'ombre des chars ; et surtout, elles n'élimineront pas les ferments de guerre civile qui se manifestent aujourd'hui dans les territoires occupés. Tout simplement parce qu'on ne mue pas un peuple opprimé impunément.

**Vive la lutte du peuple palestinien contre**

**l'agression sioniste !**

**A bas l'Autorité Palestinienne, fantoche de**

**l'impérialisme !**

**Droit au retour inconditionnel de tous les**

**réfugiés dans leur pays !**

**Contre la chimère des « deux Etats viables »,  
pour un seul Etat, une seule Palestine, laïque**

**et socialiste !**

**Le site web du GSI  
a changé d'adresse :**

**<http://www.gsi-litqi.org/>**